

Syriens Nachbarn fürchten das Chaos vor ihrer Tür

PRESSESCHAU SYRIEN #26
7. und 8. Januar 2012

Die internationalen Medien berichten ausführlich über das Attentat von Damaskus. Nur einige charakteristische Artikel wurden von dieser Presseschau übernommen. Während vor zwei Wochen die Zeitungen zum Anlass des ersten Attentates die Al-Qaida beschuldigende Version von Damaskus mit Skepsis betrachteten, und selbstgefällig die das Regime beschuldigende Version der pro-westlichen Opposition vertraten, erkennen sie dieses Mal beiden Versionen gleichen Wert zu, ohne besondere Sympathie für die eine oder andere Seite zu zeigen. Wenn auch die Mehrzahl der Medien darauf beharrt, Bachar el-Assad zu verurteilen, sind sie jetzt weniger zahlreich, die seinen Sturz wünschen, da sie offen ihre Angst vor einer chaotischen Entwicklung „auf irakische Art“ und einem Exodus der Christen manifestieren.

Auf dem Gelände versuchen die bewaffneten Gruppen nicht mehr der NATO Intervention den Weg zu ebnen, um das Regime zu stürzen, sondern liefern einen Krieg mit schwacher Intensität, um das Land mürbe zu machen.

Die regionalen Spieler mischen die Karten. Die Erdogan Regierung ist der Wut ihres Volkes ausgesetzt, das unter den wirtschaftlichen Folgen des Schließens der Grenze mit Syrien leidet. Nachdem die Türkei die armenische Genoziddebatte manipuliert hatte, um die militärische Allianz mit Frankreich zum Scheitern zu bringen, beginnt sie einen merkbaren Kurswechsel einzuschlagen, indem sie versucht, wieder gute Beziehungen mit Teheran herzustellen. Israel macht sich über die Unterstützung der Islamisten in mehreren Ländern zu gleicher Zeit durch Washington Sorgen. Ihrerseits ist die arabische Liga durch die Aufdeckungen ihrer Beobachter verwirrt, die die westliche Medienmeinung und die Rolle des Katars in Frage stellen. Dieser reagiert, indem er Syrien anklagt, seine Versprechen nicht zu halten und zu versuchen, die Bürde den Vereinten Nationen zu übergeben. Jedoch erregt die Reise von Herrn Ban Kee Moon in die Gegend im Voraus viel Feindseligkeit.

- Im *De Morgen* (Belgien), kommt Jef Lambrecht auf die Verwirrung zurück, die von den Beobachtern der arabischen Liga ausgelöst wurde. „Und wenn das, was die syrische Opposition sagte, nicht vollkommen wahr wäre?“ fragt er sich. Als Autor eines Buches über die arabischen Revolutionen erinnert er uns, dass General al-Dabi zum Chef dieser Mission ausgewählt wurde, weil er als Botschafter des Sudans im Katar das Abkommen von Doha ausgehandelt hat, welches den Weg zu einer friedlichen Lösung im Darfur geöffnet hat. Jef Lambrecht unterstreicht auch, dass die Berichte über Zusammentreffen in der Türkei von Libyschen Al-Qaida Kämpfern, von Abdelhakim Belhaj kommandiert, mehr auf ein Invasions-Szenario hinweisen, als auf eine authentische Revolution.

Le Monde (France)

Les attentats sanglants perpétrés à Damas attisent les suspicions et les peurs de la population syrienne

Une explosion, qualifiée d'attaque-suicide par les autorités, a secoué le quartier d'Al-Midane

Beyrouth
Correspondance

Filets de sang sur le sol, corps déchiquetés, débris humains brandis par un homme, individus en pleurs ou en colère... Les médias proches du régime syrien ont été prodigues en images chocs pour illustrer l'attentat qui a secoué, vendredi 6 janvier, le quartier d'Al-Midane, dans le sud de Damas. Au moins 26 personnes ont été tuées dans l'explosion, selon l'agence de presse officielle SANA, alors que débutait l'appel à la grande prière du vendredi, en fin de matinée.

Les victimes sont essentiellement des civils, a indiqué l'organe du régime. « Des policiers, pour la plupart, alors que leurs bus ont été entièrement détruits », a, de son côté, estimé Mazen Darwich, président du Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression (SCM) basé à Damas, interrogé par le site Internet du quotidien libanais Al-Akhbar.

« Je n'ai pas peur », a lancé un partisan de Bachar Al-Assad à la chaîne prorégime Dounia TV lors d'un rassemblement de soutien qui a suivi l'attaque. Les scènes macabres de vendredi suscitent pourtant l'in-

quiétude parmi les Syriens qui adhèrent à la version officielle, attribuant la révolte contre le régime, née il y a bientôt dix mois, à une main étrangère qui s'appuie sur des terroristes. Mais aussi parmi les opposants, craignant que le pouvoir joue sans scrupule la carte de la déstabilisation.

Lors de deux précédents attentats-suicides (44 morts) le 23 décembre 2011, à Damas, contre des centres des forces de sécurité, les autorités syriennes avaient accusé Al-Qaida. Vendredi, elles sont restées plus réservées. Les officiels ont pour l'heure mis en cause un kamikaze qui, muni d'une charge de dix kilos, « s'est fait exploser » non loin de la mosquée Al-Hassan.

Au moins 35 nouvelles victimes de la répression

La répression des manifestations hostiles au régime a fait au moins 35 morts, vendredi 6 janvier, selon les comités de coordination locale. Les protestataires ont réclamé une intervention de l'ONU pour mettre un terme aux violences. L'agence officielle syrienne SANA a par ailleurs fait état d'une attaque contre un oléoduc entre Hama et Homs.

Celle-ci avait été assiégée en juin par les forces de l'ordre. Le quartier où s'est produite l'explosion est d'ailleurs un bastion de la mobilisation antirégime, théâtre de manifestations et de grèves, mais aussi de la répression.

« La marque du pouvoir »

Vendredi, les Frères musulmans syriens ont accusé le régime d'être « responsable » de l'attaque et demandé l'ouverture d'une enquête « internationale et arabe ». Comme pour les attentats de décembre, le Conseil national syrien (CNS), principale plate-forme de l'opposition, a jugé que l'explosion « porte clairement la marque du pouvoir ».

Les militants des comités de coordination locale (CCL) ont, eux, diffusé le témoignage d'un docteur de l'hôpital Moujtahid, qui affirme avoir secouru des victimes de l'attentat d'Al-Midane. « La plupart des agents de sécurité qui ont été blessés ont été touchés par des tirs et non par des éclats d'explosifs ou par l'attentat. (...) Les forces de sécurité étaient massivement déployées au sein de l'hôpital pendant que nous nous occupions des blessés », rapporte le médecin.

Vu de Beyrouth, cet attentat se produit alors que la polémique se

poursuit autour des propos tenus par le ministre de la défense sur l'existence d'un réseau d'Al-Qaida au Liban. Fayez Ghosn avait déclaré, le 21 décembre – soit deux jours avant les premiers attentats à Damas –, que des éléments de la nébuleuse terroriste avaient gagné la Syrie à partir de la région frontalière d'Ersal, dans la Bekaa. L'opposition accuse le ministre de faire le jeu de Damas.

Le chef de la diplomatie libanaise, Adnane Mansour, fidèle du régime syrien, s'est dit inquiet face à l'explosion d'Al-Midane, « qui marque le début d'une étape dangereuse et (...) ouvre la voie à d'autres attentats terroristes au-delà des frontières [de la Syrie] ». Le Hezbollah, allié de Damas, a attribué l'attaque à Washington, comme il l'avait déjà fait pour les attentats de décembre.

Les diplomaties américaine et russe ont toutes deux condamné l'attaque de vendredi. Les observateurs de la Ligue arabe, qui se sont rendus sur les lieux de l'explosion ainsi qu'auprès de blessés à l'hôpital, ont gardé le silence. Dimanche, ils doivent présenter un bilan de leur mission devant l'institution, au Caire. ■

LAURE STEPHAN

FREDERIC JOIGNOT

Le 16 décembre 2011, la Syrie a connu sa journée la plus meurtrière depuis la mi-mars. Cent morts civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Le 29, malgré la présence dans le pays d'observateurs de l'Organisation pour la sécurité ont lancé des bombes à clochet sur la toute rassemblée place de la Grande-Mosquée, à Douma. Le 31 décembre, plusieurs centaines de milliers de personnes ont pris à nouveau la rue dans tout le pays. Il y a eu plusieurs dizaines de morts. Il faut voir, sur les films amateurs d'Internet, les manifestants crier et bondir ensemble face aux soldats. Il faut lire les témoignages de leur bravoure sur les blogs. A quel moment le courage l'emporte-t-il sur la peur ?

L'écrivaine syrienne Samar Yazbek est réfugiée en France. Autrice de quatre romans, scénariste primée par l'Unesco, elle appartient à la communauté alaouite, celle du président Bachar Al-Assad (une branche dissidente de l'is-

« Les manifestants ont compris que, s'ils s'arrêtaient maintenant, le pire les attendait. Le régime allait se venger d'eux »

lam chiite qui réunit 12% de la population syrienne). En février 2011, elle rejoint les manifestations de Damas, alors que les troupes tentent pour vaincre. Elle publie alors un court texte qui fait le tour des blogs : « En attendant ma mort... Elle décrit ce moment où le risque de mourir devient une habitude : « La mort est parvenue ! Au village / A la ville / Au bord de la mer / Les assassinats s'emparent de humains et des lieux (...), je n'ai plus peur, non parce que je suis éternelle - et que de nature très fragile -, mais par habitude / en la plus peur de la mort, j'arrivais serolement avec ma cigarette et mon café / Je crois que je pouvais regarder dans les yeux un policier sur la terrasse voisine, le regard de l'ennemi. Je suis dans la rue et je suis avec les troupes des immeubles / avance positivement. »

En mars, Samar Yazbek est arrêtée et enfermée cinq fois de suite par les moukhabarat, les services secrets. Ils veulent qu'elle se désolidarise des opposants. Pour la braver, ils l'embarquent dans une prison où ils torturent les manifestants. Elle en fera le récit sur les blogs syriens, le texte sera publié dans plusieurs journaux européens : « J'ai vu des jeunes hommes, qui avaient à peine vingt ans, leurs corps détrempés, reconnaissables sous leur sang superposé par leurs mains à des menus et en acier, leurs oracles vouchant difficilement le soi (...). A ce moment, un des jeunes releva péniblement la tête. Il n'avait plus de visage, ses yeux étaient sautés, je n'ai pas vu de son regard. Le nez n'existait plus ni les lèvres. Son visage était une minuscule ouverture sans ligne, un trou imbriqué dans le noir d'un regard vide (...). C'est alors tombée de terre. Pour quelques instants, j'ai cherché dans quelque chose d'opaque que, définitivement, avant de reprendre pied sur la terre ferme (...). C'est la notion de Dieu qui disparaît, car si Dieu existe, il n'existe plus permis que sa créature soit ainsi réfugiée, désolée, défigurée. »

Samar Yazbek est relâchée « après quelques heures ». Elle n'a pas eu le temps de se désolidariser ou de laisser entendre à quoi elle consentait, dit-elle dans son roman. Dans les semaines qui suivent, les moukhabarat lui menacent de mort. La calomnie. Des traces dispersées dans son village natal l'accusent d'être une « traitresse ». Profitant d'un répit dans la surveillance, elle s'enfuit à Paris avec sa fille. Depuis, elle n'a cessé de dénoncer le pouvoir syrien. Nous avons retrouvé Samar Yazbek dans un café parisien. C'est une belle femme de 40 ans, le regard clair, le visage creusé, la voix basse et grave. Craint-elle pour sa famille restée à Damas ? Pas de commentaire. Elle entend sa présence comme une Syrienne qui a pris le risque de s'engager, comme tant d'autres. Elle préfère parler de la peur et du courage des opposants : « Tout Syrien a grandi dans la peur. Elle pèse sans cesse sur nous, nous la commissions bien. Pourtant, malgré la peur, les manifestations ont démarré. Quand la répression est devenue beaucoup plus violente et sauvage, cela a changé notre rapport à la peur. Cela l'a précisée. » Qui vous elle dit ? « Avant les manifestations, j'avais la peur que je ne me reconnaisse plus, le remède. Pourtant, ma volonté de rejoindre les autres était indéniable. J'étais déchirée. Tous les manifestants éprouvent ce déchirement où la peur le dispute au courage. Et puis le courage l'emporte, même si la peur est toujours là, si humaine... Même quand on sait qu'on risque d'être marié, torturé... » Il existe comme un plafond de la peur. D'abord, il nous étouffe. Quand on apprend l'heure de la manifestation, la peur défile. Ensuite, les manifestants ont compris que, s'ils s'arrêtaient maintenant, le pire les attendait. Le régime se vengeait d'eux. Ils ne pouvaient plus se retirer en arrière, comme en Tunisie, en Egypte. Alors le plafond de la peur s'est relevé. »

Samar Yazbek en 2009.



Samar Yazbek : la Syrie au défi de la peur

5 000 personnes ont été tuées par le régime syrien. Comment trouver le courage de résister encore ? L'écrivaine, réfugiée en France, raconte

Le 30 octobre 2011, plusieurs organisations de dissidents et d'étudiants syriens se réunissent à une soirée de solidarité, « La Syrie... vers la liberté », au Théâtre de l'Odéon. C'est là, pour la première fois, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, serre la main de Burhan Ghaliou, le porte-parole du Comité national syrien, le principal regroupement de l'opposition. Les socialistes Lionel Jospin, Catherine Tasca, Bertrand Delanoë, et le communiste Jack Ralite se sont déplacés. Dans les couloirs, les Syriens ne lâchent pas leur téléphone. Un étudiant apprend qu'un ami palestinien a été arrêté à Damas, une citation, que les services secrets ont assassiné un opposant à Beyrouth. Elle dit : « La Syrie n'a pas beaucoup de pétrole. Alors le prix des morts a moins de valeur pour l'Occident. Ils l'ont fait... » Selon les Nations unies, la répression a fait 5 000 morts, dont 300 enfants, entre mi-mars et mi-décembre 2011. 57 000 sont plus de 14 000 arrestations et 12 000 réfugiés, des exactions sommaires, des déportations forcées, des tortures, parfois avec des violences sexuelles.

Samar Yazbek est à l'Odéon avec sa fille de 16 ans. Certains trouvent qu'elle a du beaucoup de chance d'échapper aux services secrets. Elle le sait. Sur scène, elle fait lire des témoignages de Syriens arrêtés qu'elle a recueillis. Un fils emprisonné écrit à son père : « Bagdadonne nare parat avec mon sang. Crie : je ne mangerais pas ! Mon sang n'est pas grave, mon père. Ne chéris pas... » Émue, elle montre la grande photo d'un jeune homme, pour dire en arabe : « N'entendez aucun dialogue avec votre bourreau. Ne désespérez pas, même si le monde entier vous tourne le dos. » Voilà ce qu'écrivait Ghazi. Mais, dit-elle, le cadavre mutilé qu'elle a vu dans le journal le 30 septembre. Il avait 20 ans. J'ai subi tout sur moi-même ce soir pour que vous puissiez le regarder (...). Ghazi et son fils ont été emprisonnés l'histoire des jeunes dans la révolution syrienne. Il a été un des premiers à lancer l'appel pour offrir une rose et de faire aux soldats. Il n'appartient à aucun parti. Il était pacifiste. Les services secrets ont reçu son corps avec une grande blessure et un bras levé. » A-t-elle appelé à une minute de silence pour les jeunes martyrs de la révolution syrienne.

En Syrie, Samar Yazbek a publié un roman, *Le Boue* (2009, non traduit), où elle adresse le portrait de deux militants proches d'Hassad Al-Assad, qui illustrera la dictature du parti Baas. L'un

approuve le coup d'Etat de 1970, le second non. Les deux hommes sont alaouites, partagent des valeurs religieuses, pourtant ils s'entendent. « J'ai essayé de décrire comment le régime a détruit toute relation humaine, toute valeur, explique-t-elle, et comment l'arrivisme l'oppression l'emporte chez les uns, pas chez tous. » Dans un autre roman, *Le Parfum de la cannelle* (2008, non traduit), elle raconte l'histoire de deux femmes. L'une vit dans le luxe à Damas, exploitant l'autre, sa domestique, très pauvre. « J'ai écrit le monde secret des femmes syriennes. Je montre comment les riches mâtinent les pauvres, les dominent. Sexuellement aussi. »

Dans un texte récent sur la révolution, Samar Yazbek écrit : « On dit qu'écrire un roman nécessite beaucoup d'imagination, et moi je dis qu'il a d'abord besoin de réel, ensuite de réel, et enfin de réel. L'expérience de la peur a-t-elle changé son écriture ? » Ce que j'ai vécu en Syrie dépasse l'imagination. C'est mille fois plus terrible que l'imagination. Cela me confirme que, pour écrire, la réalité est plus forte. » Justement, elle écrit avant les manifestations que l'amour et la mort lui semblent les deux faces d'une même pièce. Qu'en pensez-vous maintenant ? « La mort pour moi était abstrait. Une idée. Pendant ces mois, j'ai approché la mort, j'ai senti son odeur, je l'ai vue. A aujourd'hui, pour moi, l'amour et la mort sont à deux mondes à part. La mort n'a rapport avec rien, et surtout pas avec l'amour. » Dans son témoignage sur la torture, elle dit qu'il n'y a pas de mots pour exprimer ce qu'elle a vu. Pas de mots ? « Quand tu es si impuissant devant la mort, tu es sans responsabilité, comme si tu avais participé à cette mort. D'où vient ce sentiment d'impuissance ? Les mots n'arrivent pas à exprimer ce qu'on est en train de vivre... »

Samar Yazbek a pourtant pas renoncé à écrire sur ces moments. Elle a tenu un journal, écrit en mars. Elle en a lu des extraits à l'Odéon : « J'écris en ces jours sabbatés dans des moments difficiles de ma vie. Parce que je suis dérivante, je pouvais me sentir plus libre avec moi-même et avec les fils enchevêtrés de ma vie, je les nouais et dénouais comme les ficelles des marionnettes, à la seule différence que cette fois-ci, je suis le jeu, les ficelles et la grande main mystérieuse qui les manipule. Je suis devenue le roman le plus autobiographique que je pourrais écrire. »

À LIRE
« POUR COURAGE »,
JOURNAUX
DE LA RÉVOLUTION
SYRIENNE,
de Samar Yazbek
(éd. Buchet-Chastel,
à paraître en mars).

Interrogations sur les auteurs d'un attentat suicide

L'explosion a eu lieu dans un quartier de la capitale syrienne où les opposants avaient projeté de manifester.

PIERRE PRIER

PROCHE-ORIENT Un attentat suicide a frappé hier un quartier du sud de Damas, faisant au moins 26 morts et une cinquantaine de blessés. Selon la télévision officielle, un kamikaze s'est fait exploser « à un feu rouge dans le quartier d'al-Midane ». La télévision a diffusé des images crues, restes de corps, et flâques de sang. Le pouvoir a aussitôt dénoncé des « terroristes ». La télévision a aussi montré des habitants en colère, criant et accusant eux aussi les terroristes.

Un car de police a été endommagé, et certains de ses occupants figuraient peut-être au nombre des victimes. Le massacre a eu lieu précisément près de la mosquée Zine-el-Abidine, l'un des sanctuaires de ce quartier, centre à Damas des manifestations contre le régime.

C'est la deuxième fois que la capitale est frappée. Le 23 décembre, 44 personnes avaient été tuées et 150 blessées dans deux attentats suicides à la voiture piégée. Ils avaient visé la Direction de la sûreté générale ainsi qu'un centre de la sécurité militaire dans le quartier de Kafar Soussé, faisant de nombreuses victimes civiles autour de ces bâtiments.

Manipulation

Ces précédents massacres, attribués par le gouvernement à al-Qaïda, mais jamais revendiqués, avaient eu lieu à la veille de l'arrivée des premiers observateurs de la Ligue arabe. L'attentat d'hier s'est produit à deux jours de la remise du premier rapport de la mission, accusée de partialité par l'opposition et mise en cause par plusieurs puissances occidentales.

Cette coïncidence, ainsi que le lieu choisi par le kamikaze supposé, a déclenché des accusations de manipulation de la part de l'opposition. « C'est le régime qui est responsable, accuse Fahaad Almasri, conseiller du Rassemble-

ment de la communauté syrienne à l'étranger, basé à Paris. Depuis deux jours, l'armée interdisait l'entrée à Damas. Tout était contrôlé. » Les Frères musulmans syriens, intégrés au Conseil national syrien (CNS) principal rassemblement de l'opposition, accusent eux aussi le pouvoir d'avoir lui-même organisé l'explosion pour accuser les opposants. Le porte-parole du mouvement réclame « une enquête internationale ayant que les criminels ne cachent les preuves de leur crime ».

Un faux site Internet

Le mouvement islamiste avait été la cible d'une manipulation grossière après les attentats du 23 décembre. Un faux site des Frères musulmans avait revendiqué les explosions en leur nom. Des informaticiens de l'opposition n'avaient eu aucune peine à remonter jusqu'à l'ordinateur du faussaire, fils d'un conseiller du grand mufti Hassun, proche du pouvoir.



Des voitures endommagées après l'attentat suicide qui a frappé la capitale syrienne, hier, dans le quartier d'al-Midane. REUTERS

Rien ne prouve que les attentats de décembre ni ceux d'hier n'ont pas été perpétrés par des terroristes. Des cellules de combattants syriens revenus de la guerre sainte en Irak se sont implantées depuis plusieurs années en Syrie. Elles pourraient jouer leur propre carte. Mais les circonstances de l'attentat suscitent le scepticisme des observateurs. « Pourquoi des opposants au régi-

me auraient-ils choisi de frapper ce quartier, centre des manifestations ? », s'interroge Salam Kawakibi, directeur de recherche de l'Initiative arabe de réforme, un centre de réflexion international.

Le chercheur remarque qu'un groupe d'opposants avait justement appelé hier sur Facebook à une manifestation non loin du lieu de l'attentat, dans le but

d'attirer les observateurs de la Ligue arabe. La manifestation n'a bien sûr pas eu lieu. Mais hier, dans tous les pays, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté comme chaque vendredi.

À Damas, la révolte s'est rapprochée du centre. Les forces de sécurité ont tiré sur la foule à la sortie d'une mosquée de Kafar Soussé, non loin des bâtiments des services de sécurité. ■

Un carnage qui devrait profiter au régime



QUELS que soient ses auteurs, le carnage de Damas devrait profiter au régime syrien. Les attentats vont sans doute éloigner les manifestations d'al-Midane, quartier de la classe moyenne qui a récemment lancé la contestation dans la capitale. La tuerie viendra aussi détourner l'attention des critiques adressées par l'opposition aux observateurs de la Ligue arabe, jugés trop favorables au régime. Une diversion qui tombe à point, alors que les enquêteurs

doivent communiquer dimanche leur premier rapport, dans lequel ils témoignent sans doute que la violence ne vient pas seulement de l'armée syrienne. Des hier, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a estimé à Tunis que la mission n'est « pas capable de faire son travail correctement ».

L'attentat va aussi donner raison, en Occident, aux gouvernements opposés à une intervention militaire. La bombe accrédite l'image d'un scénario à l'iranienne, dans lequel toute ingérence étrangère exacerberait le terrorisme et les violences intercommunautaires.

Il est donc probable que la violence en Syrie continuera sa course ascendante. Des deux côtés, on est allé trop loin pour faire machine arrière. Les manifestants semblent décidés à conti-

nuer, pour que les 5 000 victimes civiles ne soient pas mortes en vain. Le gouvernement syrien, fort de l'appui de l'Iran, ainsi que de celui de la Chine et de la Russie au Conseil de sécurité, paraît résolu lui aussi à tenir bon.

La spirale de la violence encourage le jusqu'au-boutisme des deux côtés. Les forces de sécurité, en partie visées dans l'explosion, ne peuvent que souhaiter

La spirale de la violence encourage le jusqu'au-boutisme des deux côtés

se venger des « terroristes » insaisissables qui se confondent pour eux avec la population. Pris dans l'engrenage de la violence, les deux camps auront le sentiment que le perdant ne peut attendre aucune pitié de la part du vainqueur.

L'escalade des atrocités peut également encourager de plus en plus de soldats à désertir, conduisant la Syrie

vers une guerre civile que le régime estime pouvoir gagner. Face aux forces régulières, on trouve aujourd'hui des groupes disparates qui agissent indépendamment de l'Armée syrienne libre (ASL). Ce mouvement militaire basé en Turquie peine à fédérer les multiples « Brigades de Saladin » et autres noms ronflants qui mènent des actions comme ils l'entendent. Dans le but de s'affirmer, l'ASL a annoncé pour bientôt une initiative spectaculaire. Mais « l'atomisation » de l'opposition militaire, comme l'a écrit un chercheur proche de l'opposition syrienne, sert le gouvernement de Damas, qui oppose sans peine aux déserteurs faiblement armés des troupes cohérentes et bien équipées.

Seuls deux événements semblent pouvoir rompre ce statu quo infernal : la création d'une « zone tampon » en Syrie, protégée militairement. Elle paraît aujourd'hui s'éloigner. Ou un coup d'État, toujours possible, mais encore hypothétique. ■

Les milices font la loi en Libve

Libération (France)

Nouvel attentat sanglant à Damas

SYRIE L'attaque, non revendiquée, contre un bus de la police a tué 26 personnes vendredi.

A qui imputer l'attentat-suicide ? A une branche radicale de l'opposition, au régime lui-même ou encore à Al-Qaeda. Pour la deuxième fois en deux semaines, Damas a été frappé, vendredi, par une violente explosion qui a tué 26 personnes et en a blessé une soixantaine d'autres sans que l'on sache avec certitude qui a organisé l'attentat. Il est survenu deux jours avant la réunion du comité de la Ligue arabe chargé d'examiner le rapport d'étape des 70 experts déployés actuellement en Syrie. Le comité doit aussi décider si la mission doit poursuivre son enquête ou y mettre fin et transmettre le dossier au Conseil de sécurité, ce qui pourrait préparer le terrain à une intervention internationale. L'attentat a eu lieu «près de l'école Hassan al-Hakim, dans un lieu bondé», a précisé

la télé syrienne en diffusant des images particulièrement crues de la scène. Le commandement général du parti Baas (au pouvoir depuis 1963) a affirmé que l'attentat coïncidait «avec des déclarations faites par des symboles de l'opposition syrienne et par des responsables français et américains». Le Hezbollah libanais, toujours aussi aligné sur Damas, a renchéri en accusant les Etats-Unis d'être derrière l'attentat. Les Frères musulmans ont, eux, désigné le pouvoir. «Nous faisons porter au régime, à ses services de sécurité et à ses gangs l'entière responsabilité de ce crime», a insisté leur porte-parole dans un communiqué. Reste l'hypothèse d'Al-Qaeda. Le premier attentat, perpétré cette fois avec deux voitures piégées, qui avait fait 44 morts et 150 blessés, avait un modus operandi



pouvant laisser penser qu'il avait été préparé par cette organisation. Or, celle-ci a démenti toute implication. Visant les services de sécurité, il était survenu au lendemain de l'arrivée de la délégation de la Ligue arabe, d'où l'hypothèse de l'implication du régime. L'attentat commis vendredi avait cette fois pour cible un bus de la police. Après l'explosion, une foule en colère est venue sur place manifester son soutien au régime aux cris de «Dieu, la Syrie et Bachar, c'est tout».

JEAN-PIERRE PERRIN

Damas : à qui profite le crime ?

Syrie **Nouvel attentat meurtrier vendredi au cœur de la capitale. Les autorités dénoncent les djihadistes ; les opposants, le régime d'Assad**

Karen Lajon

« Les oiseaux de nuit ont encore frappé. » La voix est lugubre, comme sortie d'entre les morts. Justement, la mort dans toute son horreur, voilà ce que la caméra de la télé syrienne se plaît à montrer dès le vendredi, vingt minutes après l'attentat en plein cœur de Damas et qui vient de faire 26 morts et 63 blessés. Très vite, une main d'homme apparaît sur l'écran et dépose quatre petits sachets blancs autour d'une flaque de sang. Puis la caméra se déplace, une autre main, qui passe par la fenêtre d'une voiture déchiquetée par l'explosion. Cette main se saisit de trois boucliers sur lesquels on voit très clairement écrit « police ». Des images chocs qui font le buzz sur Internet depuis l'attentat.

Un attentat monté de toutes pièces, selon bon nombre de Syriens. « Les deux scènes sont clairement filmées en direct », explique un documentariste, opposant syrien, réfugié à Paris. La télévision syrienne tenait de toute évidence à frapper les esprits en montrant les dégâts dévastateurs de l'attentat qui a frappé le cœur de Damas. Ce sont ces nouvelles données sanglantes que vont sans doute devoir intégrer les observateurs de la Ligue arabe dans le rapport qu'ils devraient présenter aujourd'hui. Des images qui prouveraient ainsi, bien opportunément, que les violences ne seraient donc pas le seul fait du pouvoir en place.

« Nous n'avons que la version du régime en place »

Les premiers éléments de l'enquête fournis par les autorités officielles affirment qu'un kamikaze s'est fait exploser à un feu de signalisation. « Nous n'avons chaque fois que la version du régime en place, poursuit ce Syrien. La fois précédente, c'était pareil. Nous n'avons jamais eu d'enquête indépendante. » Alors, à qui profite le crime ? « C'est la question que l'on doit toujours se poser, déclare le chercheur de l'Iris Didier Billion. Pas à l'opposition, c'est sûr. Au pouvoir ? En théorie, oui, dans la mesure où cela va lui permettre de fermer toute possibilité de dialogue et d'intensifier la répression. Mais cette escalade de violence signifierait aussi que le pouvoir en place a décidé de changer, de la façon la plus cynique, la nature de cette répression déjà hystérique. Et pour l'heure, rien n'est prouvé. »



À la mosquée Al-Hassan, des Syriens se recueillent devant les cercueils de 11 policiers tués dans l'attentat de vendredi à Damas. Muzaffar Salman/AP/Sipa

Le premier attentat s'est déroulé à quelques mètres de la place des Omeyyades, un endroit où, normalement, jamais une telle explosion n'aurait dû avoir lieu. Le deuxième, qui se produisit le 23 décembre et qui visait des bâtiments de la sécurité, a touché le quartier populaire de Midane, où est née la contestation de Damas. Un quartier qui fut toujours rebelle, y compris sous le mandat français. Midane ou l'épicentre en pointillé de la révolution à Damas. « Le régime a choisi de lancer son arme nucléaire, poursuit ce Syrien, qui considère que ces cibles sont évidentes. Jusqu'à présent, la carte majeure du régime, c'était la sécurité. Mais comme cela coïncide de ce côté-là, il a peur des défections. Alors, il frappe un grand coup. Sans compter que cela va lui permettre de dire aux repré-

sentants de la Ligue arabe : « Vous voyez, la violence n'est pas de notre fait, et sans nous ce sera le chaos. » »

« Une manipulation des islamistes n'est pas à écarter »

Reste la piste des djihadistes, qui n'ont, eux, pour agenda « politique » qu'une déstabilisation totale de la région. Le chercheur Didier Billion se montre dubitatif : « On sait qu'il y a eu des groupuscules qui sont entrés de Jordanie, mais bon... » L'opposant syrien admet que le régime peut avoir manipulé des éléments islamistes sortis de ses geôles. « Ce régime est une force brute. Une manipulation des islamistes n'est pas à écarter. » Le face-à-face pouvoir-manifestants, qui dure maintenant depuis plus de dix mois, est donc en

train de tourner au tragique. « Le bras de fer auquel se livrent le pouvoir et la rue est tel qu'ils ne sont pas arrivés à modifier les rapports de force », souligne encore Didier Billion. Que peut donc faire la Ligue arabe dans ce marasme, elle qui, jusqu'ici, n'a guère brillé ? Le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé le rappelait d'ailleurs vendredi : « La Ligue arabe n'est pas capable de faire son travail correctement. »

En attendant, le gouvernement syrien a choisi hier de retransmettre en grande pompe les funérailles des victimes décédées dans l'attentat. À l'extérieur, des milliers de personnes arboraient des drapeaux noirs syriens, des portraits du président Assad et scandaient : « Par notre âme et notre sang, nous nous sacrifierons pour toi, Assad. » ●

Al goed dat Al Qaida is doodverklaard



● Oud-VRT-journalist Jef Lambrecht is de auteur van onder meer De Arabische revolutie. Van het offer van Bouazizi tot de val van Kadhaafi.
● Lambrecht ziet de populistische moslimbroeders op alle fronten oprukken.

Syrïe heeft stappen ondernomen om het bloedvergieten te stoppen." De woorden van secretaris-generaal al-Arabi van de Arabische Liga zijn door de oppositie en het Westen op ongeloof en verontwaardiging onthaald. En ook op verwondering, want de opvolger van Amr Moussa is een hervormer die de Arabische revolutie genegen is. De plaatselijke coördinatiecomités van het verzet in Syrïe zelden dat er dezelfde dag 26 doden waren. Er wordt nog wel geschoten, gaf al-Arabi toe, maar het is moeilijk te zeggen wie op wie schiet. Voor de opstandelingen zijn de waarnemers van de Liga hetzij blind, hetzij partijdig omdat ze krediet geven aan de versie van Damascus dat een gewapende opstand aan de gang is. Ze vonden de menfels over de geloofwaardigheid van de oppositie die de buitenlandse bombardement met dodendoders en amateurbommen. Goed getimede zelfmoorden doen de rest.

Als de missie van de Liga een doorgestoken kaart is, is de volgende vraag: door wie? Al kort na de aankomst van de eerste waarnemers vroeg het Arabisch parlement, een obscuur adviserend orgaan van de Liga, hun terugtrekking. Er was ook kritiek op hun leider, de Soedanees luitenant-generaal Mohammed Alaued al-Dabi, chief van de militaire inlichtingendienst en rechterhand van president Bashar, tegen wie het Internationaal Strafhof bijna vijf jaar geleden een aanhoudingsbevel uitvaardigde wegens genocide in Darfur. Dabi vond de toestand in de rebellerende stad Homs "geruststellend" en hij sprak een van zijn waarnemers tegen die "met eigen ogen" sluipschutters had gezien op de daken van Deraa. De man die wordt beschouwd als de peetvader van de beruchte Soedanees janjaweed-militie bleef voor al-Arabi "een belovend militair met een smeteloze reputatie".

Dabi en Arabi brachten niet de boodschap die van hen was verwacht. Ofwel liegen ze, utweel is de werkelijkheid niet helemaal zoals de Syrische oppositie beweert. Als ze liegen, is de vraag: waarom? Misschien is het antwoord van het zoveelste mysterie in de Arabische omwenteling andermaal te zoeken in het gasreservoir Qatar. Arabi werd secretaris-generaal van de Liga nadat Qatar de aanvankelijke kandidaat had afgewezen. Dabi was lange tijd ambassadeur in de kleine Golfstaat en een half jaar geleden betrokken bij het akkoord van Doha tussen de Soedanees regering en een rebellencoalitie uit Darfur, een van de vele diplomatieke trofeeën waarmee de emir de architect werd van de regio. Het is niet uitgesloten dat Qatar aanstuurt op een mislukking van de missie om het Syrisch dossier een stap dichtert te brengen naar een "Libische oplossing".

Jihad-legertje

Het goest intussen van de geruchten. Een ervan is dat in Antalya, in het zuiden van Turkije, een soennitische interventiemacht zich opmaakt om de Syrische opstand te helpen. De kern ervan zou bestaan uit 1.000 weteranen van de oorlog tegen Kadhaafi in Libië en evenveel militanten van de Iraakse Ansar al-Sunna, die zich pas nog onderscheidde met verschillende bomanslagen en minstens 72 doden in onder meer Bagdad. De vrijwilligers zouden zijn overgevoerd door Qatar.

wie de Spaanse oud-premier Aznar op 9 december in een opiniestuk op de website van CNBC schreef dat hij betrokken was bij de Al Qaida-aanslagen van 11 maart 2004 op vier treinen in het station van Atocha in Madrid. Belhaj is in november naar Istanbul gereisd om aan de Syrische opstandelingen zijn diensten aan te bieden nadat hij buiten de prijzen was gevallen bij de verdeling van de ministersposten in de nieuwe Libische regering. De berichten over zijn internationaal jihad-legertje zijn een verdere stap in de gevaarlijke regionale escalatie tussen enerzijds soennieten, met steun van de Golfmonarchieën, het Westen en Turkije, waar premier Erdogan zijn krachten meet met het leger, en anderzijds sjiieten, onder leiding van Iran.

Al weken wordt gezegd dat Qatar de Syrische rebellen bespant en financiert. Dat deed het ook in Libië. Een ander signaal van de assertieve politiek van de gasstaat is de aankondiging dat de Afghaanse taliban in Doha een gezantschap openen voor contacten met onder meer de Amerikanen die wanhopig op zoek zijn naar de uitgang in Afghanistan. In de pas verschenen lijst van het Jordaanse Royal Islamic Strategic Studies Centre met de 500 invloedrijkste moslims van het afgelopen jaar staat de emir van de kleine Golfstaat op de zesde plaats. Men zou Hamad bin Khalifa al-Thani in de top drie van wachten wanneer men in het rapport leest dat hij "de Arabische lente grotendeels heeft aangedreven via de verslaggeving van al-Jazeera, zijn financiële steun aan de opstand en zijn politieke steun in Libië. Hij heeft als geen ander de Arabische lente mogelijk gemaakt".

Intussen is de zogeheten lente sinds de instelling van het vlageverbod boven Libië in maart steeds minder een aangelegenheid van het volk alleen. Machtige en minder machtige mogendheden zijn partij en proberen de conflicten in hun voordeel te beslechten hetzij via

diplomatie, discrete contacten en pressie, hetzij rechtstreeks, met geld en militaire middelen. Andere kwesties raken vervlochten met de revoluties. De stijgende spanning rond het Iraans atoombestuur staat niet los van de oplappende animositeit tussen de sjiietische meerderheid en de gemarginaliseerde soennieten in Irak. Ze is ook vervlochten met de gebeurtenissen in Syrïe, de enige bondgenoot van Iran in de Arabische wereld en levenslijn van Teheran naar Hezbollah in Libanon en Hamas in Gaza.

Sjiëten versus soennieten

Onderliggend broedt een veel breder conflict tussen sjiëten en soennieten, Arabieren en "Perzen". Dinsdag dreigde Teheran met actie als het Amerikaanse vliegdekschip USS Stennis naar de Golf zou terugkeren. Op oudejaarsavond toonde Iran met militaire manoeuvres dat het de straat van Hormuz, de toegang tot de Golf, kan blokkeren. Eenevens op oudejaar kondigde president Obama strafmaatregelen aan tegen financiële instellingen die zaken doen met de Iraanse centrale bank, voor de ayatollahs "een oorlogisdad". De olieprijs volgt de oplopende temperatuur.

Dat de Iraniers het ergste vrezen blijkt uit de val van de rial en de spectaculair stijgende consumptieprijs. Het volk moet nu te wachten op de ayatollahs in extremis zullen kiezen voor de vlucht vooruit. Er wordt gezegd dat het verkiezingsresultaat om nu een oorlog te voeren met Iran dan te wachten tot het een kernbom heeft. In elk geval zou een sluiting van Hormuz leiden tot een westerse interventie. Het laatste rapport van het Atoomagentschap over de nucleaire plannen van Iran en de toestand in Syrïe, waar de regionale positie van Iran op het spel staat, stellen de zenuwen op de proef. Als de confrontatie verder escaleert kan Teheran, dat de Arabische omwentelingen had toegejuicht als een wederuitgave van de eigen islamitische revolutie van 1979, het ultieme slachtoffer worden. Het regime is verdeeld. President Ahmadinejad en het establishment rond geestelijk leider Khamenei staan met getrokken messen tegenover elkaar. De arrestatie van de hervormingsgezinde dochter van oud-president Rafsanjani is daarvan het jongste teken. Voor beide clans zijn de parlementsverkiezingen van 2 maart cruciaal en allebei weten ze dat ze het laatste vertrouwen van de bevolking kwijt zijn sinds de presidentsverkiezing van 2009.

Vanuit westers oogpunt is de naderende machtsovername van de Arabische republieken door de Moslimbroederschap een nachtmerrie zolang de theocratie in Iran bestaat en blijft aansporen tot extremisme. De Arabische lente zal die naam pas verdienen wanneer de broeders indommelen, zodra ze aan de macht komen, of ze met privileges of geld kunnen worden gesoepeld hangt af van hoe heet de adem blijft van ultra's die altijd zullen kunnen rekenen op steun en inspiratie van de radicale ayatollahs.

Niets wijst erop dat de revolutionaire landen spoedig weer zullen inslapen. In Jemen heerst een gevaarlijke chaos. In Libië weigeren de militias die Tripoli hebben bevrijd te overgeven of te ontwapenen. Ze wechten om de oorlogsbuit tot in de drukste straten van de hoofdstad. Voorzitter Jalil van de Overgangsraad waarschuwt voor een burgeroorlog. De populistische moslimbroeders zijn in opmars op alle fronten. Egypte, Arabisch gidsland, ziet de antidemocratische salafieten minstens een



De waarnemers van de Arabische Liga in Syrïe worden geleid door de Soedanees generaal al-Dabi, tegen wie het Internationaal Strafhof een arrestatiebevel uitvaardigde wegens genocide in Darfur.



Nach dem Anschlag: Zerstörte Autos im Damaszer Stadtteil Midan

Foto AFP

Tote bei Explosion in Damaskus

Staatsfernsehen: Selbstmordanschlag / Opposition vermutet das Regime hinter der Tat

Her. ABU DHABI, 6. Januar. Das Zentrum von Damaskus ist am Freitag von einer heftigen Bombenexplosion erschüttert worden. Nach Angaben des Staatsfernsehens handelte es sich um einen Selbstmordanschlag, bei dem 25 Menschen getötet und 45 weitere verletzt wurden. Es zeigte Bilder eines zerstörten Polizeibusses und zerstörter Personewagen. Die Detonation erfolgte im dichtbesiedelten Stadtteil Midan kurz vor dem Beginn einer großen Kundgebung von Regimegegnern. Wie bei dem Doppelanschlag vom 23. Dezember, bei dem in Damaskus 44 Menschen getötet worden waren, beschuldigten Sprecher des Regimes auch dieses Mal „Terroristen“, den Anschlag verübt zu haben. Die Opposition hingegen machte abermals das Regime für die Tat verantwortlich, das die Proteste gegen Präsident Baschar al Assad mit der Begründung niederschlägt, es bekämpfe Terroristen und bewaffnete Banden. Die Bombe wurde an einer Ampel gezündet, die Sicherheitskräfte hatten dort wegen der Kundgebung Stellung bezogen.

Vor dem Anschlag hatten im Damaszer Stadtteil Arbin, einer Hochburg der Proteste, regimetreue Soldaten nach Angaben des Senders Al Arabija eine Gruppe von Beobachtern der Arabischen Liga beschossen, als diese auf der Straße mit Einwohnern sprachen. Der Zwischenfall erhöht den Druck auf die Arabische Liga, ihre Beobachter aus Syrien abzuziehen. In den nächsten Tagen soll zunächst die Zahl der Beobachter von 100 auf 150 erhöht werden. Der Sprecher des syrischen Außenministeriums, Dschihad Maqdisi, sagte, Syrien erwarte von den Beobachtern „Objektivität und Professionalität“.

In New York sagte ein Sprecher der Vereinten Nationen, die Beobachter der Liga

könnten durch die Vereinten Nationen ausgebildet und auf ihre Mission vorbereitet werden. UN-Generalsekretär Ban Ki-moon war zuvor zu einem Gespräch mit dem qatarischen Ministerpräsidenten Hamad Bin Dschassim Al Thani, der in der

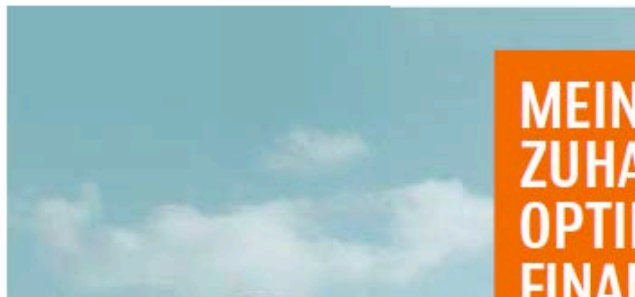
ANZEIGE



Arabischen Liga den Vorsitz des Sonderausschusses zu Syrien führt, zusammenkommen. Die Außenminister des Sonderausschusses wollen am Sonntag in Kairo die Berichte der ersten Beobachtergruppe diskutieren. Dem Ausschuss gehören

neben Qatar auch Ägypten, Sudan, Algerien und der Oman an. Möglicherweise werden weitere Länder eingeladen, um das Gewicht des Ausschusses zu stärken. Mehrere arabische Staaten fürchten, dass bei einem Abzug der Beobachter in Syrien eine ausländische Intervention droht, was die arabische Welt einhellig ablehnt.

Der Auftrag der Beobachter der Arabischen Liga ist es zu überprüfen, ob das Regime die Armeeeinheiten aus den Städten abzieht und die politischen Gefangenen freilässt. Der Generalsekretär der Arabischen Liga, Nabil al Arabi, sagte, Syrien habe 3500 Gefangene freigelassen. Die Aktivistengruppe Avaaz spricht jedoch von 37 000 Syrern, die seit dem Beginn des Aufstands verhaftet wurden und weiter in Haft sind. Avaaz beschuldigt das Regime ferner, in überfüllten Gefängnissen und Sammellagern 617 Oppositionelle zu Tode gefoltert zu haben. Die Gruppe gibt die Zahl der seit dem 15. März getöteten Syrer mit 6874 an.



Tageszeitung (Allemagne / Germany)

Anschlag in Syrien – al-Qaida oder Assad?

SYRIEN Eine Bombe in Damaskus tötet 25 Menschen – nur einen Tag bevor die Arabische Liga ihre Beobachtermission in Syrien auswerten will. Ihr Versuch, die Gewalt einzudämmen, scheint gescheitert

VON GABRIELA M. KELLER

BERLIN taz | Einen Tag bevor die Arabische Liga eine Zwischenbilanz ihrer Beobachtermission in Syrien ziehen will, ist in der Hauptstadt Damaskus am Freitag eine Bombe explodiert. Berichten zufolge wurden 25 Menschen getötet und mehr als 50 verletzt, als sich vor einem Polizeibus ein Selbstmordattentäter in die Luft sprengte, wie es in offiziellen Angaben heißt. Einzelheiten waren zunächst nicht bekannt. Doch der Vorfall weist Parallelen zu einem Doppelschlag am 23. Dezember auf, bei dem 44 Menschen starben.

Ob Terroristen die Täter waren, wie das Regime behauptet, lässt sich nicht prüfen. Viele oppositionelle Aktivisten glauben, dass das Regime die Attentate inszeniert, um sich als Opfer darzustellen. „Ich bin hundert Prozent überzeugt, dass es das Regime war“, sagt Omar al-Thani, ein Aktivist in Damaskus. „Sie wollen den Beobachtern eine Botschaft übermitteln: Kommt und seht, was al-Qaida in Syrien tut.“ Andere Oppositionelle sind sich nicht so sicher. „Vor zwei Wochen habe ich noch geglaubt, dass das Regime hinter den Anschlägen steckt“, sagt Tareq, ein ortsansässiger Demonstrant. „Aber in letzter Zeit gibt es viel Gerede über junge Männer, die sich danach sehnen, solche Operationen durchzuführen, weil sie nicht mehr glauben, dass Demonstrationen zum Sturz des Regimes führen werden, und



Spuren der Verwüstung nach der Bombe in Damaskus am Freitag Foto: dapd

weil die internationale Gemeinschaft nichts tut.“

Der Zeitpunkt der Anschläge ist jedenfalls auffällig: Am Tag vor Weihnachten trafen in Syrien die arabischen Beobachter ein; nun stehen Beratungen über den bisherigen Verlauf der Mission bevor. Die Delegation ist zuletzt massiv in die Kritik geraten; es gibt erhebliche Zweifel an der Objektivität sowie an der Fähigkeit der Beobachter, die Situation angemessen zu erfassen.

Deswegen will die Arabische Liga die Mission am Wochenende unter die Lupe nehmen. Die Beobachter sollten dazu beitragen, eine friedliche Lösung für den

Konflikt zu finden. Stattdessen aber hat die Gewalt seit ihrer Ankunft eher noch zugenommen: Mehr als 300 Zivilisten sind nach Angaben von Aktivisten in den vergangenen zwei Wochen getötet worden. Mittlerweile wächst auch in der Liga selbst das Unbehagen. Die Organisation habe „einige Fehler“ bei der Mission begangen, räumte Katars Regierungschef Scheich Hamad bin Dschassem al-Thani ein und bat bei der UNO um Unterstützung.

Vor allem der Missionsleiter, der sudanesisch General Mustafa al-Dabbi, hat die Glaubwürdigkeit der Arabischen Liga in den Augen der syrischen Protestbe-

„Wir trauen den Beobachtern nicht“, sagt Omar Shakir, ein Aktivist aus Homs. „Wir glauben, dass diese Mission ein Manöver ist, um dem Regime mehr Zeit zu geben, die Proteste zu ersticken.“

Anfangs berichteten Aktivisten in verschiedenen Städten übereinstimmend vom Desinteresse der Beobachter, von kurzen Besuchen und mangelnder Bereitschaft zu Gesprächen mit Anwohnern. Das scheint sich in dieser Woche zumindest in einigen Fällen gebessert zu haben. „Sie kamen am Dienstag in mein Büro, al-Dabbi und vier weitere Beobachter“, schildert Abu Omar, ein Menschenrechtler in der Stadt Hama. „Sie schienen freundlich und sahen sich meine Unterlagen in Ruhe an.“

Gleichzeitig häufen sich Berichte, dass das Regime gezielt versucht, die Beobachter in die Irre zu führen: „Ich habe gesehen, dass sie das Straßenschild vor meinem Haus ausgetauscht haben“, sagt Abu Omar. „Meine Straße liegt in einer ruhigen Gegend, doch sie wollten der Delegation weismachen, dass dies eines der aufständischen Viertel sei.“ Armeefahrzeuge sollen umlackiert und mit Polizeischildern markiert worden sein, um einen Abzug des Militärs aus den Städten vorzutäuschen, wie es der Friedensplan der Arabischen Liga vorgibt. Am Freitagmorgen hätten Sicherheitskräfte nahe Damaskus sogar ein Beobachteam angegriffen, berichtete der Sender al-Arabija. Die Mission hat den Vorfall bislang nicht bestätigt.

„Ich bin hundert Prozent überzeugt, dass das Regime hinter den Anschlägen steckt“

OMAR AL-THANI, AKTIVIST

wegung beschädigt: Nach einem ersten Besuch in der Protesthochburg Homs sagte er, die Lage dort sei „stellenweise etwas durcheinander“, allerdings habe er „nichts Beängstigendes“ gesehen. Zuletzt bestritt er die Aussage eines anderen Beobachters, dass in der südlichen Stadt Daraa Scharfschützen zu sehen seien.

Neue Zürcher Zeitung (Suisse / Switzerland)

Arabische Liga ist ratlos

Für Mission in Syrien erwägen Emissäre eine Zusammenarbeit mit der Uno

Die Arabische Liga berät über das weitere Vorgehen in Syrien. Das Regime in Damaskus hat nach dem jüngsten Bombenanschlag seinen Gegnern mit der eisernen Faust gedroht.

Inga Rogg, Bagdad

Angesichts der eskalierenden Gewalt in Syrien will die Arabische Liga ihre Beobachtermission überdenken. Dabei drängte der Vorsitzende des Syrien-Ausschusses, Katars Ministerpräsident Scheich Hamad bin Jassim bin Jaber al-Thani, am Samstag zu Eile. Die Beobachtermission dürfe keine Zeit verschwenden, sagte er dem arabischen Fernsehsender al-Jazira.

Das syrische Regime hat nach dem jüngsten Terroranschlag in der Hauptstadt Damaskus gedroht, mit «eiserner Faust» zurückzuschlagen. Ein Bombenanschlag im Stadtteil Meidan hatte laut Angaben der Behörden am Freitag 26 Tote und 63 Verletzte gefordert. Das Viertel ist einer der wenigen Orte in der Hauptstadt, in der die seit zehn Monaten andauernden Protestbewegung Fuss fassen konnte. Am Samstag versammelten sich hier jedoch mehrere Tausend Regimeanhänger, um elf am Freitag getöteten Polizisten das letzte Geleit zu geben. «Aus der Freiheit wurde Terror. Wir fürchten Amerika, die Mutter allen Terrors, nicht», riefen Trauernde vor der Moschee, in der die Trauerfeier stattfand. Andere forderten die Wiedereinführung des Ausnahmezustands.

Der Terroranschlag – es ist der zweite innerhalb von gut zwei Wochen – hat die Kluft zwischen dem Regime und seinen Gegnern weiter vertieft. Er sei Teil des Komplotts, das sich seit



Bilder des syrischen Präsidenten Assad auf einem Abfallhaufen in Homs. (6. Januar 2012)

Monaten mit Terror und Mord gegen Syrien richte, sagte Informationsminister Adnan Mahmud an der Trauerfeier am Samstag. Die Opposition machte dagegen das Regime für das Verbrechen verantwortlich, das damit das Ansehen der Protestbewegung schädigen wolle.

Oppositionelle hatten die Beobachtermission teilweise heftig kritisiert, weil es ihr nicht gelungen war, der Repression Einhalt zu gebieten. Zwar liess Präsident Bashar al-Assad 4000 Gefangene frei, gleichzeitig töteten Sicherheitskräfte laut Angaben Oppositioneller mehr als 250 Regimegegner. Am Samstag wurden erneut mindestens zehn Personen getötet.

Die Arabische Liga werde die inakzeptable Gewalt nicht hinnehmen, sagte der katarische Ministerpräsident Scheich Hamad. Gemäss der Vereinbarung zwischen Syrien und der Liga hat sich Assad verpflichtet, sämtliche Panzer abzuführen, alle Gefangenen freizulassen, Demonstrationen zu erlauben und ausländische Journalisten ins Land zu lassen, um so den Weg für Gespräche mit der Opposition zu ebnen. Nichts davon habe das Regime erfüllt, sagte Scheich Hamad. Zudem seien die Beobachter behindert worden. Statt sich um ihren eigentlichen Auftrag zu kümmern, hätten sie Lebensmittel verteilt und nach Vermissten gesucht.

Die Liga trifft sich am Sonntag, um die seit zwei Wochen andauernde Mission auszuwerten. Im Vorfeld wurden auch aus der Arabischen Liga Forderungen nach ihrer Beendigung laut. Generalsekretär Nabil al-Arabi sprach sich jedoch für eine Fortsetzung aus. Offenbar wird aber eine Zusammenarbeit mit der Uno erwogen. Die Liga habe bisher versucht, die Krise in Syrien durch Araber lösen zu lassen, sagte Scheich Hamad.



Il quartiere di Midan a Damasco dopo l'esplosione di ieri

→ **L'attentato** Escalation in Siria dopo l'attacco kamikaze in un quartiere centrale della capitale
→ **Bilancio** Almeno 26 morti e 46 feriti. Intanto su Al Jazira appare il primo generale disertore

Strage a Damasco

«Questo sangue porta la firma di Assad»

Accuse incrociate per l'attentato kamikaze di ieri nella capitale siriana. Il regime punta il dito contro l'opposizione, ma i Fratelli musulmani replicano: «Siete stati voi».

UMBERTO DE GIOVANNANGELI
udogiovannangeli@unita.it

Una carneficina nel cuore di Damasco. Almeno 26 morti e 46 feriti. È il bilancio di un attacco suicida nella

capitale siriana. L'attentato kamikaze è avvenuto nel quartiere Midan nei pressi di una sede dell'intelligence e non lontano da una scuola: «In un quartiere popolare, molto vicino ad una scuola, in un luogo affollato», riferisce la Tv siriana. Nelle agghiaccianti immagini trasmesse dal network si vede un autobus in primo piano che potrebbe essere stato il bersaglio dell'attacco. «Dieci persone sono state uccise e i resti di almeno altre quindici persone sono stati ritro-

vati. Altri 46 sono stati feriti», ribadisce in serata la Tv siriana, precisando che le vittime sono in maggioranza civili.

CHI È IL MANDANTE

L'attacco avviene a meno di due settimane dai due sanguinosi attentati suicidi del 23 dicembre, quando morirono 44 persone e altre 166 rimasero ferite. I Fratelli musulmani siriani hanno accusato il regime di Bashar al-Assad di essere l'artefice dell'attac-

co suicida di ieri o e hanno chiesto l'apertura di un'inchiesta internazionale e del mondo arabo. «Chiediamo un'indagine internazionale e del mondo arabo sull'esplosione prima che i criminali nascondano le prove dei loro crimini», dice il portavoce dei Fratelli Musulmani, Zouheir Salem, aggiungendo che «noi attribuiamo al regime, ai suoi servizi di sicurezza e ai suoi gruppi l'intera responsabilità di questo crimine e li dichiariamo responsabili di tutto il sangue versato sul suolo iraniano». L'attacco kamikaze nel quartiere Midan «rivela chiaramente, per il suo timing, il luogo e l'esito, l'identità dei suoi autori», prosegue Salem.

I Fratelli Musulmani avevano già accusato il regime siriano di essere il mandante dei precedenti attacchi avvenuti a Damasco il 23 dicembre, quando l'esplosione di due autobombe provocarono la morte di 44 persone e più di 160 feriti. L'esplosione avvenuta ieri mattina a Damasco «è una continuazione della guerra sporca del regime, che sta provando a spostare l'attenzione dalle proteste di massa», afferma Omar Idlibi, porta-

voce del Consiglio nazionale siriano, uno dei gruppi di opposizione: «Chiediamo una commissione internazionale indipendente per indagare su questi crimini che crediamo che il regime abbia pianificato e portato a termine», aggiunge Idilbi.

IL REGIME ATTACCA

Immediata la risposta del governo. «Non sappiamo chi è morto e quanti sono morti. Ma siamo sicuri che è stata un'azione terroristica perpetrata dai cosiddetti manifestanti per la libertà», dice la speaker della tv di Stato commentando le immagini provenienti dal luogo dell'attacco. «Risponderemo con il pugno di ferro contro chiunque sia tentato di giocare con la sicurezza del Paese o dei suoi cittadini», avverte il ministro dell'Interno siriano, Ibrahim al-Shaar, citato dalla tv di Stato.

Tra attentati e una repressione che non ha soste, si consuma il fallimento della missione di osservatori della Lega Araba. Il segretario generale della Lega Araba, Nabil el Arabi, ha chiesto al leader di Hamas di base a Damasco, Khaled Meshaal, che ha incontrato ieri al Cairo, di intercedere presso le autorità siriane affinché «si lavori per porre fine a violenze». Lo ha comunicato lo stesso el Arabi. «Gli ho affidato oggi (ieri, ndr) un messaggio per le autorità siriane: è necessa-

Solidarietà internazionale

La Lega araba chiede aiuto ad Hamas per la fine delle violenze

rio lavorare con integrità, trasparenza e credibilità per fermare la violenza in Siria», afferma el Arabi. Cronaca di guerra: almeno 35 persone, tra cui una donna, un ragazzo di 16 anni e tre soldati disertori, sono state uccise ieri dalle forze fedeli al presidente Bashar al Assad in varie località del Paese. Lo riferiscono i Comitati di coordinamento locale degli attivisti, che forniscono una lista dettagliata delle vittime. Il bilancio di sangue si fa sempre più agghiacciante. Sono 6.013 le persone uccise, di cui 4.878 e 1.135 militari, in Siria in dieci mesi di repressione delle proteste popolari, ormai sfociate in alcune regioni in rivolta. Lo riferiscono i Comitati di coordinamento locale, che forniscono un bilancio dettagliato delle vittime regione per regione. In serata, si manifesta il primo generale dell'esercito siriano disertore. È il generale Mustafa Ahmad Al-Sheikh. Ad annunciare la sua defezione è lo stesso militare in un video, trasmesso da *al Jazira*, in cui legge un messaggio rivolto ai soldati invitando loro a passare dalle parte dei manifestanti. ♦



Un médico examina en el hospital los cadáveres de varias de las víctimas del atentado de ayer en el barrio de Al Midan, en Damasco. / SANA / REUTERS

Terrorismo bajo sospecha en Siria

- Ningún grupo reivindica el segundo atentado en una semana, que deja 25 muertos
- Se produce en vísperas del primer informe de los observadores de la Liga Árabe

Viene de primera página

Los de ayer, por un nuevo atentado terrorista, el segundo en dos semanas, que coincide también con los días previos a la presentación del informe de los observadores de la Liga Árabe.

Ellos tienen que determinar, entre otras cosas, si Asad tiene razón cuando asegura que lo único que hacen sus leales es responder ante acciones de terroristas. O si, como sostienen la oposición y los rebeldes, las torturas y los disparos con fuego real contra las manifestaciones tratan de acallar la movilización social contra su régimen.

Por eso, hace dos semanas ocurrió lo mismo que ayer: hubo un atentado brutal que el Gobierno se apresuró a atribuir a terroristas y los opositores vincularon a una acción mortal más del mismísimo régimen para justificar su violenta represión ante los observadores. «El Gobierno de Asad está detrás de lo ocurrido», se reforzaba la tesis en internet.

«El régimen sabe que se le está escapando el poder de las manos y, por tanto, implementa una política de tierra quemada», sostiene Mamun al-Homsi, ex diputado del parlamento sirio y actual refugiado político. «Lo que pretende es aterrorizar a la población siria. Trata de transformar la revolución en una guerra civil».

El primer ataque con dos coches bomba se produjo el pasado 23 de diciembre y dejó un reguero de 44 muertos. Ayer, la versión oficial hablaba de un supuesto terrorista suicida que hizo detonar los explosivos junto a un semáforo ubicado debajo del puente de Al Midan en este populoso barrio

de Damasco, junto a un semáforo y muy cerca de un colegio, una mezquita y una comisaría.

El mismo barrio de Al Midan ha sido escenario en los últimos meses de varias protestas contra el régimen de Asad. La explosión se produjo en un momento de gran afluencia en las calles, mientras muchas personas se dirigían a las mezquitas para participar en el tra-

yo número de muertes posibles tienen las huellas de Al Qaeda», apuntaba la agencia oficial de noticias Sana citando al Ministerio de Interior. El objetivo, dijo, era un autobús en el que viajaban miembros de las Fuerzas de Seguridad.

Desde que comenzó el levantamiento sirio en marzo de 2011, el régimen ha tratado de relacionar la revuelta con grupos violentos y fi-

nes destructivos. Sana ha informado rutinariamente de la presencia de grupos armados que pretenden desestabilizar el país. Y no da una línea sobre las manifestaciones que han tenido lugar contra Asad. Periodistas y ciudadanos que se atreven a documentar la violencia independientemente se convierten en víctimas.

Como Basil al-Sayed, de 24 años, asesinado el 30 de diciembre por las fuerzas de seguridad por filmar la violencia en Homs, denunció Reporteros Sin Fronteras. «Todo el mundo sabe que el régimen está mintiendo, y que los opositores no somos criminales. El verdadero criminal es el Estado», clama Al-Homsi desde el exilio en

El Cairo y tras pasar cinco años en la cárcel por expresar su oposición a los infames métodos de represión del régimen sirio.

Lo cierto es que comienzan a extenderse las dudas sobre la verdadera autoría de los últimos atentados. Por una simple razón: no ha habido grupo alguno que la haya reivindicado, como es habitual en estos casos. Y después del primer día del 23 de diciembre, la credibilidad del Gobierno al respecto ya está en entredicho.

Entonces, el régimen sirio culpó a los Hermanos Musulmanes. Se publicó una reivindicación de responsabilidad por los atentados en su nombre en una página web atribuida a esta organización ilegalizada y perseguida en Siria desde hace décadas y la misma organización desmintió después cualquier vínculo con los atentados y con el web.

«Mientras Asad siga en el poder, va a seguir tratando de empujar al país hacia una guerra sectaria», sostiene Al-Homsi. «En los dos casos, el régimen ha incriminado a grupos suníes. A pesar de que el levantamiento no tiene carácter sectario, nos están empujando en esa dirección». Desde marzo, las cuatro ciudades sirias que más represión han sufrido han sido Homs, Hama, Idlib y Daraa. Todas se identifican con la identidad suní. Ayer, fue allí también donde se concentraron las víctimas de la represión: otras 35 personas murieron, según informaron los opositores Comités de Coordinación Local.



Varios sirios expresan su indignación cerca de una mancha de sangre tras el atentado. / EFE

400 muertos y «sin conclusiones»

Desde que los observadores de la Liga Árabe llegaron hace dos semanas a Siria para comprobar 'in situ' si las denuncias de violación de derechos humanos y represión brutal del régimen son reales, los opositores han contabilizado 400 personas asesinadas por las armas del régimen de Asad y sus leales. En total, suman 6.000 los muertos desde el inicio de la revolución hace 10 meses. Algunos de esos cadáveres han salpicado el recorrido de los mismos expertos internacionales. Como el de un niño con un

disparo en la espalda, que fue colocado por su padre en el capó de su coche oficial para que no pudieran seguir diciendo que allí no estaba pasando nada «aterrador». Ayer, el Ejército Libre Sirio exigió la retirada de los observadores después de que el jefe de la misión, el teniente general Mohamed Ahmed Mustafa al-Dabi, declarara en una entrevista que «aún no hemos llegado a una conclusión definitiva». El atentado de este viernes dejó 26 muertos. El día anterior, la represión de las protestas civiles sumó 24 cadáveres.

ORBYT.es

>Análisis de Serene Assir sobre la realidad siria.

El País (Espagne / Spain)

Una sospechosa brecha de seguridad

ANÁLISIS

Ángeles Espinosa

¿Quién está detrás del atentado de Damasco? Los desertores que han formado el Ejército Libre de Siria (ELS) se han apresurado a distanciarse del ataque y acusan al régimen de Bachar el Asad. Las autoridades hablan de "terroristas" a los que, tras el doble atentado del 23 de diciembre, asociaron con Al Qaeda. Sin observadores independientes sobre el terreno resulta arriesgado tomar partido. Pero incluso en el mejor de los casos, los responsables salen mal parados. Para tratarse de un sistema policial, el control de la capital del país, blindada cada viernes para impedir la menor manifestación de descontento, se habría probado chapucero.

"Condenamos el ataque. Nadie más que el régimen puede hacer algo así", ha declarado a Al Yazira el coronel Riad al Asaad, jefe del ELS. La oposición siria ha insistido en su carácter pacífico desde el principio de las protestas el pasado marzo. A finales de noviembre, el Consejo Nacional Sirio (CNS), que agrupa a la mayoría de los grupos disidentes) anunció un acuerdo con el ELS por el que este se comprometió a "no atacar al régimen y limitar su resistencia armada a acciones defensivas". Es discutible hasta qué punto sus operaciones han cumplido ese espíritu, pero la matanza de decenas de civiles solo podría acarrearle el rechazo popular.

Para el régimen, por su parte, admitir que esos "terroristas pagados por potencias extranjeras" (como los medios oficiales describen a los insurgentes) tienen ca-

pacidad logística para montar atentados en el centro de Damasco sería reconocer su relevancia. De ahí tal vez la referencia a Al Qaeda, demonio que también ha golpeado a Occidente y con cuya ideología salafista se trata de asociar a los opositores. Pero si esa afinidad existiera, ¿qué ganaría ese grupo golpeando precisamente un barrio donde se organizan protestas semanales?

Durante mi visita a Siria el pasado noviembre, y ante la imposibilidad de acceder a los barrios periféricos de Harastra, Duma o Arbeen, los opositores me orientaron hacia el barrio de Midan. Allí, en las mezzquitas Al Hasan, Salah y Al Rifai, la plegaria del viernes sirve de punto de encuentro para los activistas que, religiosos o no, intentan manifestarse a la salida de la oración. Rara vez lo consiguen más de 30 segundos antes de ser detenidos.

El día que estuve presente, el despliegue de seguridad era impresionante. Un policía cada cinco metros, en especial bajo el puente que cruza la calle Midan a la altura de la mezzquita Al Hasan, enfrente del lugar donde ayer estalló el coche bomba. Por eso no me ha sorprendido que haya chocado con un minibus policial. Decenas de ellos aparcan allí. ¿Era ese el objetivo? En cualquier caso, no es la primera vez que los servicios secretos sirios son acusados de orquestar un atentado en casa. Ya sucedió en septiembre de 2006 cuando ante las amenazas de nuevas sanciones de EE UU, su embajada fue objeto de un tiroteo. También los ataques del año pasado contra varias legaciones diplomáticas de países críticos con el trato a los manifestantes suscitaron sospechas. Si sus agentes no tienen nada que ver en los atentados, es de esperar que las autoridades castiguen a los responsables de la brecha de seguridad que los ha permitido. Mientras no ocurra, seguirá planeando la duda sobre ellos.

Siria, sin salida

La irrupción del terrorismo tras las revueltas pacíficas debilita doblemente al régimen

UN NUEVO ATENTADO suicida dejó ayer decenas de víctimas en pleno centro de Damasco. Es la segunda vez en dos semanas que la capital siria padece ataques de estas características, que el Gobierno de Bachar el Asad atribuye a los grupos islamistas que supuestamente dirigen las revueltas y la oposición al propio régimen. Con independencia de quiénes sean los autores, las matanzas solo añaden sufrimiento a un país que ha pagado con más de 5.000 muertos su deseo de poner fin a la dictadura hereditaria de la familia El Asad. Y aunque se trate de una reivindicación quimérica en una situación como la que vive Siria desde el inicio de las revueltas, la comunidad internacional no puede renunciar a la exigencia de que el Gobierno de Damasco investigue los hechos y ofrezca una versión más fundamentada que las vaguedades desgranadas hasta el momento.

El Asad y su régimen tal vez imaginen que la irrupción brutal del terrorismo tras varios meses de revueltas pacíficas, aunque reprimidas a sangre y fuego, refuerzan su posición. Antes por el contrario, la debilita doblemente. Si tiene responsabilidad por acción u omisión en los atentados, porque habrá ahondado la fo-

sa en la que yace desde hace mucho su legitimidad para seguir al frente de Siria; si no la tiene, porque su obstinación de mantenerse en el poder a cualquier precio estaría abonando el terreno para que Al Qaeda y sus franquicias puedan disimular su proyecto totalitario y sus métodos execrables detrás de una causa justa y con amplio apoyo popular.

La misión de la Liga Árabe que debía comprobar la situación sobre el terreno en Siria para dar paso a una salida política ha sido un fiasco debido a la parcialidad y la condescendencia mostradas hacia el régimen de El Asad. La organización sale malparada y, con ella, la tímida esperanza de poner fin a varios meses de muerte y destrucción. Nada volverá a ser como antes de las revueltas, incluso si la oposición pacífica detuviese ahora las protestas. Bachar el Asad es un presidente estigmatizado y los Gobiernos que se avinieran a tratar con él ignorando lo que ha pasado pondrían de manifiesto lo espurio de sus intereses y su verdadera naturaleza.

No hay signos de que la oposición pacífica vaya a ceder ni tampoco de que lo vaya a hacer el régimen sirio. La pregunta es cuánto tiempo seguirá paralizada la comunidad internacional.

La Vanguardia (Espagne / Spain)

Atentado en Damasco con 26 muertos y primera deserción en el régimen

EL CAIRO Reuters y redacción

El segundo atentado en Damasco en menos de quince días mató ayer a 26 personas y dejó heridas a 63. La explosión se produjo en el céntrico distrito de Al Maidan, y afectó a decenas de vehículos, entre ellos un autobús. Según el ministro del Interior, Mohamed Shaar, fue obra de un terrorista suicida.

Es la misma versión que se ofreció tras el doble atentado del 23 de diciembre contra dos instalaciones de los servicios secretos mediante sendos coches bomba, que habrían sido conducidos por suicidas. Las autoridades sirias atribuyeron entonces a Al Qaeda, de forma inmediata, la autoría de la matanza de 44 personas. Una residen-

te que se identificó como Dima dijo a la agencia Reuters que había atentado en Damasco antes del atentado de ayer: "Amigos que trabajan en las fuerzas de seguridad advirtieron a mi familia de que se quedase en casa", afirmó.

Si las bombas del 23 de diciembre explotaron justo cuando la misión de observadores de la Liga Árabe estaba a punto de llegar, se da la circunstancia de que precisamente mañana un comité de la Liga tiene que discutir el informe preliminar de la misión, que se ha desarrollado en los últimos días entre fuertes críticas de la oposición de connivencia con el régimen. Tan sólo en una ocasión la prensa ha podido acompañar a los observadores. Un reportero del servicio en árabe de la BBC

británica visitó la localidad de Irbine, en las afueras de Damasco, junto a diplomáticos argelinos, miembros de la misión.

Es de destacar el hecho de que el secretario general de la Liga, Nabil Elaraby, enviara un mensaje al Gobierno sirio -pidiendo que detenga la violencia- no directamente sino a través del líder palestino de Hamas en el exilio, Jaled Mishal.

Todo esto ocurre, además, cuando acaba de producirse una *deserción* en el régimen. Mahmud Suleiman Haj Hamad, responsable financiero del Ministerio de Defensa y auditor del Ministerio del Interior, apareció el jueves en El Cairo anunciando que abandonaba Siria. El hasta ahora alto funcionario declaró a Al Yazira que no es cierto que la violencia sea obra de "terroristas" con ayuda extranjera. "Confirmando que no existen bandas armadas" y que tan sólo "se trata de manifestantes desarmados", dijo.

Según Hamad, el Ministerio

EL DESERTOR

Siria recibe ayuda de Irán e Iraq

■ Mahmud Hamad respalda lo dicho por la oposición: el régimen sirio recibe ayuda de Iraq e Irán. Sin aportar detalles, afirmó que se trata de "apoyo financiero". Sin embargo, se dice que francotiradores iraníes actúan en la frontera con Turquía, y corre el rumor de que efectivos del Ejército del Mahdi, del líder chií iraní Moqtada al Sadr, están presentes en Siria.

The Irish Times (Irlande / Irland)

Damascus suicide bombing kills up to 26 people

MICHAEL JANSEN

AN EXPLOSION yesterday killed up to 26 people and wounded 46 in the central Damascus Maidan neighbourhood, the scene of frequent anti-regime protests following Friday prayers.

Interior minister Muhammad Shaar said a suicide bomber was responsible for the attack, which occurred two weeks after co-ordinated blasts in the capital killed 44 and wounded 166. "He detonated himself with the aim of killing the largest number of people," Mr Shaar stated.

The target appeared to be a minibus carrying policemen dispatched to contain protesters. Both officers and bystanders were among the casualties. A second device reportedly went off in the suburb of Tal, killing a girl, while a third was said to have been defused.

The suicide bombings amount to a departure from the type of violent events that have taken place since anti-government demonstrations erupted last March. The military crackdown on protests has been characterised by beatings, detentions, shootings, and tank fire into restive neighbourhoods while armed opponents and army defectors have mounted attacks with firearms on loyalist troops and rocketed military installations.

Col Riad al-Assad, commander of the defectors' Free Syrian Army, denied responsibility for



People gather at the site of an explosion in the Maidan district of Damascus yesterday. Photograph: Reuters/Sana

the bombing, arguing that it "does not have the experience to carry out such explosions". However, defecting sappers would have the expertise to rig bombs. Col Assad – who does not control disparate groups of deserters operating far from his base in Turkey – has called for stepped-up operations if the crackdown does not end soon.

Opposition spokesmen have accused the government of carrying out the bombing in order to prove to Arab League monitors that Syria is a victim of a foreign-sponsored conspiracy involving "armed gangs" and al-Qaeda. The monitors, who arrived on December 27th, are tasked with overseeing compliance with the League peace plan which calls for an end to all violence, withdrawal

of troops from urban areas and freeing of prisoners.

Mission chief Lt Gen Mustafa Dabi observed that the monitors have not yet reached "a conclusion" but once the 100-member team has probed incidents throughout the country, "I think we will be able to draw our conclusions." A League committee dealing with the crisis is set to meet today in Cairo to discuss calls for the mission to be withdrawn although a decision will not be taken until later. League chief Nabil El Araby has asked Damascus-based Palestinian Hamas leader, Khaled Mishaal, to press for a halt to violence.

Activists said 19 people were killed by security forces, excluding the toll from the bombing.

The Sunday Telegraph

Life on inside of Syria's brutal regime – by a sniper who fled

I deliberately missed protesters with my shots, says soldier who claims majority of army want to defect

NICK MEO
in Tripoli, Lebanon

FOR MONTHS Mohammed Ismael, a softly-spoken and clean-shaven 23-year-old, sat on the rooftops of buildings in Hama, menacing the city's population with his powerful Chinese-made rifle.

He watched through his telescopic lens as men, women and children scattered in panic as his shots rang out, dropping their anti-regime banners and running for cover.

As a highly-trained sniper with the Syrian army's elite

has not abated since it entered last weekend.

To add to the growing death toll inflicted on protesters, on Friday a suicide bomber apparently targeting a police bus in central Damascus killed 26 people and wounded 63. The government blamed the bloody attack on al-Qaeda, but a spokesman for the opposition Syrian National Council blamed recent bombs on the "regime's dirty game".

Yesterday, in a sign that neighbouring governments are hardening their stance,

Qatar's prime minister, Sheikh Hamad bin Jassim al-Thani, warned that League monitors could not stay in Syria to "waste time".

Inside Syria, even educated liberals now support armed action against the regime, often with a heavy heart.

"When I started protesting in the streets my parents said the regime would kill us, but we didn't listen," said a young medic who fled to Lebanon from Homs when the secret police came looking for him.

"We were hopeful and we



Mohammed Ismael, a former army sniper, shows the scar where he was shot by his commander while fleeing

thought we could bring the government down like they did in Egypt. Now I think the Free Syrian Army is the only way. And it needs weapons and help from abroad."

Syria's divided opposition in exile has argued over whether the revolution should take up arms and seek foreign military help. Last week the head of the Syrian National Council, Burhan Ghalioun, called for limited Western intervention, including air power to protect pockets of territory where anti-regime forces could rally and train - along the borders with Turkey and Jordan. So far Western powers remain unwilling to repeat the operation that enabled regime

change in Libya. For now, the Free Syrian Army consists of only a few thousand lightly-armed men, capable of hit-and-run attacks against the regime but not a threat to its survival. Its leader, Col Riad al-Assad, last week threatened to launch attacks from his refuge on the Turkish border, but it was doubtful how many men really answer to him or what damage they can inflict. Despite defections, the regime's army still exceeds 300,000 men, armed with tanks and heavy weapons.

A group of defectors huddled over a stove in the lawless Wadi Khalid area along the mountainous border were scolding about fellow activists who fled

to Beirut, the Lebanese capital, but who still insisted that the regime can be brought down without foreign help.

"They don't understand how much people are suffering in places like Hama," said one. Food is cut off for neighbourhoods that are anti-regime, there is no power, and snipers shoot people at random.

"I'm sure most people in Syria want foreign help. They don't want ground troops, but they do want a no-fly zone."

Whether they get it or not, the defectors are determined to continue the struggle. "If we fight, we believe we will win eventually. If we stop fighting, Assad will kill us all," Mr Ismael said.

18th Division, he was repeatedly ordered by his officers to shoot protesters. He observed the secret police arrest and savagely beat the people on the streets below him, and listened as hardcore regime supporters among his colleagues boasted of their prowess at hitting their mark - chalking up tallies of dead demonstrators who, they believed, were stooges paid \$100 a day by Israel.

But Mr Ismael, a Bedouin Arab from east of the country, was not so sure.

"At first we believed the officers when they said we were fighting against enemies of Syria," he said. "We weren't allowed to watch television and they took our mobile phones away, so we didn't understand what was happening. We wanted to do our duty and fight terrorists. But some of us realised that the crowds were just ordinary people, chanting for freedom."

If he refused to shoot, he could have been killed himself. Instead, he says, he was careful always to miss his targets, aiming slightly too high, silently praying that his bullet would hit nobody and only then squeezing the trigger. To his relief, he claims, he never saw a body fall.

Finally in October he decided to flee. As he did so he was shot in the shoulder, by his commanding officer, he believes, and - bleeding profusely - was taken to safety by other refugees. Now Mr Ismael is among the growing number of Syrian army defectors who have escaped into neighbouring Lebanon.

Some have joined the loose organisation known as the Free Syrian Army, dedicated to fighting the regime and Mr Ismael is convinced that thousands more would desert if they had somewhere safe inside Syria to flee to.

"I wanted to escape in May," he told *The Sunday Telegraph* at his hiding place in the Lebanese city of Tripoli. "But there was nowhere to go. Nearly everyone in the government army is secretly against the regime. They would all defect if they had a chance."

Like other army deserters, he believes the West could easily force the regime's rapid collapse. "If there were a no-fly zone and protected territory that army deserters could flee to, it would all be over quickly," he said. After 10 months in which the United Nations estimates 5,000 demonstrators have been killed, more opponents of Syria's brutal regime are resigning themselves to the need to take up arms.

Today an Arab League committee meets in Cairo to decide on whether to allow a team of monitors inside Syria to continue its work where violence

La Presse (Canada)

L'exode chrétien



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Prédiction pour 2012: un immense exode de chrétiens arabes. Cela nous concerne directement car le Canada sera une destination d'accueil, et ces migrants pourront réclamer, à bon droit, le statut de réfugié.

On estime que depuis mars dernier, quelque 95 000 d'entre eux ont quitté l'Égypte, chassés par les pogroms dont est victime la minorité copte, avec une violence redoublée depuis la chute de Moubarak.

Les salafistes en ont contre les vestiges de l'ère pharaonique, ces dynasties ayant le tort d'avoir existé avant la conquête arabo-musulmane.

C'est un cas particulièrement tragique de nettoyage ethnico-religieux, les 10 millions de coptes (10 % de la population) constituant la plus ancienne communauté autochtone du pays, une communauté qui existait à l'ère pharaonique, des siècles avant la conquête arabo-musulmane.

Il n'y a aucun doute que la montée de l'islamisme radical en Égypte va accroître le nombre de réfugiés.

La communauté chrétienne irakienne, elle aussi enracinée depuis toujours sur cette terre, a déjà fondu de moitié. Les chrétiens étaient 1 million dans les années 90, mais 500 000 ont choisi l'exil à cause des violences sectaires qui ont suivi l'invasion américaine.

La prochaine vague de réfugiés viendra de Syrie, où les chrétiens sont au nombre de 850 000 (6 % de la population). Cette minorité, active et prospère, a toujours vécu sous l'aile protectrice du régime alaouite, les dictatures du Proche-Orient ayant eu ceci de particulier qu'elles protégeaient les minorités religieuses, réservant leurs foudres aux islamistes militants. Quand les sunnites prendront le pouvoir en Syrie (ce n'est probablement qu'une question de temps), un autre exode est à prévoir car les rebelles sunnites ne cachent pas leur hostilité envers les chrétiens.

La montée de l'islamisme en Égypte était prévue. Ce qui ne l'était pas, c'était celle des salafistes, la minorité ultraradicale qui a recueilli 20 % des voix aux dernières élections. Ils formeront une force politique avec laquelle tant les militaires que les Frères musulmans devront composer.

Certains de leurs chefs ont déjà révélé leurs couleurs.

Incroyable mais vrai, dans ce pays dont le tourisme est (ou plutôt était) la principale ressource, les salafistes en ont contre les vestiges pharaoniques, ces dynasties ayant le tort d'avoir existé avant la conquête arabo-musulmane. Bref, les pharaons étaient des mécréants dont les œuvres sont suspectes. Pire, ce qui reste de leurs sculptures et de leurs monuments funéraires représente souvent des figures humaines, une forme d'art interdite par le Coran.

Il est donc question, dans les cercles salafistes, de recouvrir les monuments pharaoniques, et encore est-ce là une approche... modérée, comme s'en vantait récemment l'un de leurs chefs: Nous ne sommes pas des talibans, disait-il, faisant allusion au dynamitage des grands bouddhas pré-islamiques d'Afghanistan. Nous nous contenterons de les recouvrir de cire (sic).

Tant qu'à tout recouvrir, on recouvrira aussi d'étoffes les touristes féminines qui s'aventureraient à Giza et sur les rives du Nil: elles devront se camoufler de la tête aux pieds. On ne nous dit pas ce que l'on ferait du fabuleux patrimoine du musée du Caire, mais des fanatiques se sont fait la main en incendiant, le 17 décembre, la bibliothèque de l'Institut du Caire, fondé par Bonaparte, qui contenait plus de 200 000 manuscrits irremplaçables.

Il est probable que le nouveau régime résistera aux visées antipharaoniques des salafistes, tant est nécessaire la reprise du tourisme. Mais bon, cela illustre un état d'esprit.

L'obscurantisme a commencé à s'implanter. L'ancien ministre et chroniqueur Joseph Facal, habitué d'Alexandrie, rapporte que les hôtels

SYRIE

Attentat suicide et tirs meurtriers

DAMAS | (AFP) Un attentat suicide, imputé, par les autorités, à des « terroristes » et par des opposants au régime, a fait au moins 26 morts, hier, dans un quartier historique du centre de Damas, deux semaines après une attaque similaire.

Dans le même temps, 17 civils ont été tués par les forces de sécurité à travers le pays, où des dizaines de milliers de personnes ont manifesté pour réclamer que l'ONU intervienne pour faire cesser la répression sanglante de la révolte contre le régime de Bachar al-Assad.

« Un kamikaze s'est fait exploser, dans le quartier de Midane, à Damas, un quartier densément peuplé », faisant 26 morts et 63 blessés, a annoncé l'agence de presse officielle Sana, en citant le ministre de l'Intérieur, le général Mohammed al-Shaar.

La télévision syrienne a diffusé des images crues des lieux : restes de corps, gravats jonchant le sol, flaques de sang et voitures calcinées aux vitres brisées. Elle a aussi annoncé des funérailles officielles et populaires, qui doivent avoir lieu aujourd'hui, après la prière de l'après-midi, à la mosquée Hassan à Midane.

Le Ministère a prévenu que la Syrie allait « frapper d'une main de fer tous ceux qui veulent nuire à la patrie ».

Le parti Baas au pouvoir a affirmé que l'attentat était « un acte terroriste faisant partie du complot ourdi contre la Syrie » et qu'il coïncidait « avec des déclarations faites par des symboles de l'opposition syrienne et par des responsables français et américains », selon la télévision.

Les accusations fusent

Le Hezbollah, allié de la Syrie, a accusé les États-Unis d'être derrière l'attentat.

À Washington, la porte-parole du Département d'État, Victoria Nuland, a déclaré que les États-Unis condamnaient « résolument » l'attentat suicide à Damas.

Les Frères musulmans syriens ont de leur côté accusé le régime. « Nous faisons porter au régime, à ses services de sécurité et à ses gangs l'entière responsabilité de ce crime », a insisté leur porte-parole, Zouheir Salem, dans un communiqué.



PHOTO KEYSTONE

■ L'attentat perpétré à Damas, hier, a fait au moins 26 morts et de nombreux blessés. Les autorités syriennes, pointées du doigt par l'opposition, ont mis en cause des « terroristes » et des opposants au régime comme étant responsables de l'attentat.

La télévision privée Dounia, proche du pouvoir, a indiqué qu'une équipe d'observateurs arabes s'était rendue sur le lieu de l'explosion sans faire de commentaire.

Le 23 décembre, un double attentat à la voiture piégée contre des bâtiments des services de sécurité avait fait 44 morts et 150 blessés. Les autorités avaient accusé Al-Qaïda, alors que l'opposition pointait le régime du doigt.

Cette attaque était survenue juste avant l'arrivée des observateurs de la Ligue arabe chargés de veiller à l'application du plan arabe de sortie de crise prévoyant en premier lieu l'arrêt des violences.

L'opposition a qualifié cette mission d'« échec » et appelé l'ONU à intervenir, estimant que la politique « molle » de la Ligue arabe à l'égard du régime avait conduit « à une hausse des morts dans la répression ».

Le Comité ministériel arabe chargé du dossier syrien doit se réunir demain au Caire pour entendre le rapport du chef des

observateurs.

Le bilan s'alourdit

L'organisation Amnesty International (AI) a souhaité dans un communiqué que ce rapport soit l'occasion de montrer clairement les « graves violations des droits de l'Homme » qui se poursuivent en Syrie.

Selon AI, au moins 134 civils ont été tués depuis le début de la mission des observateurs le 26 décembre, « mais le nombre réel pourrait être considérablement plus élevé ». Parallèlement, les forces de sécurité ont encore arrêté de nombreuses personnes, et malgré les centaines de libérations annoncées par les autorités, des milliers de détenus restent en prison.

Vendredi, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans de nombreuses villes de Syrie pour réclamer une « internationalisation » de la crise par le biais d'une intervention de l'ONU, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) et les Comités locaux de coordination (LCC).

Los Angeles Times (USA)

Pro-Assad crowds pack Syrian funeral

Thousands line the streets of Damascus for the procession, state TV shows.

ALEXANDRA ZAVIS
REPORTING FROM BEIRUT

Thousands of government supporters turned out Saturday for the funeral service for victims of a bombing in Damascus, the Syrian capital, waving flags and holding up pictures of President Bashar Assad, state media reported.

Syria's Interior Ministry has vowed to strike back with an "iron fist" after what it described as a suicide bombing in Midan, one of the few neighborhoods in central Damascus where major antigovernment protests have taken place. Authorities said 26 people were killed, including 15 who have not been identified, and 63 were injured in Friday's attack.

Crowds lined the streets in Damascus as a procession of ambulances, with lights



MUZAFFAR SALMAN Associated Press

SYRIAN MOURNERS in Damascus carry coffins of victims of the Friday bomb blast that authorities said killed 26 and injured 63 in the Midan neighborhood.

flashing, transported the flag-draped coffins to Al Hassan mosque for funeral prayers, according to video broadcast on state television. "The people want Bashar al Assad," they chanted.

It was the second major attack in the capital in the last few weeks. Authorities said 44 people were killed and 166 injured when two suicide car bombers targeted intelligence agencies

Dec. 23.

Syrian officials say the bombings are proof that they are up against armed terrorists. Opposition activists have accused the government of staging the bombings to tarnish the image of a mostly peaceful uprising.

An Arab League ministerial committee is scheduled to meet Sunday to review the preliminary findings of an observer mission sent to

Syria to monitor the government's compliance with regional demands to end a violent crackdown on protests.

Opposition activists charge that the mission has done little but provide a cover for more bloodshed. They said as many as 35 people were killed Friday as security forces tried to bring the protests to a halt. The violence continued Saturday with 27 more deaths reported, according to the Local Coordination Committees, a network of activists that organizes protests and documents violence.

Journalists are heavily restricted in Syria, making it difficult to verify the claims of either side.

League officials have urged all sides not to rush to judge the observer mission, which is monitoring compliance with a peace plan calling for the withdrawal of security forces from residential areas, the release of political prisoners and dialogue with the opposition.

alexandra.zavis
@latimes.com

The Washington Post (USA)

Syrian defectors seek outside aid

Hiding in Lebanon, soldiers who worked for Assad regime remain ill-equipped and limited in numbers

BY ALICE FORDHAM
IN A KKAAR, LEBANON

Under cover of darkness, in a shabby rented house in the northern Lebanese mountains, a dozen Syrian men huddled around a wood stove, candlelight flickering on their drawn faces.

All identified themselves as defected soldiers who were forced to conduct operations against a widespread protest movement before they fled the army. They said they escaped over the border into the relative safety of Lebanon, where they joined the Free Syrian Army.

This loose collection of defectors and armed civilians claims thousands of members and posts footage of attacks on military infrastructure on Facebook. But the men in north Lebanon, all of them Sunni Muslims, said they live in poverty and secrecy, number a few hundred at most, and have limited access to weapons — raising questions about the organization's ability to have a substantial impact on well-armed and organized Alawite-led Syrian security forces.

"The arms we have are what we defected with, or things that we steal from the other side," said a man who added that he had been a private in the army. The men said they receive no international help and have been visited by no military attaches, although they would take arms, money or supplies from almost anyone who offers them.

The defectors have won grudging support from the Syrian National Council, the most prominent political group calling for the ouster of President Bashar al-Assad. In a statement last month, the council recognized the Free Syrian Army's "honorable role in protecting the peaceful Revolution of our people."

And they have garnered enthusiastic approval from other Syrian dissidents, who carry banners with the group's name at demonstrations and chant for them to protect civilians from security forces, in the hope that the Free Syrian Army could one day present a challenge to the military.

Missions across the border

One defector, who said he had been a second lieutenant and showed military identification, said there are about 500 defected soldiers in north Lebanon, working with about 200 on the other side of the border. He said the men take turns crossing the border on foot, following old smuggling routes through newly laid minefields into Syria.

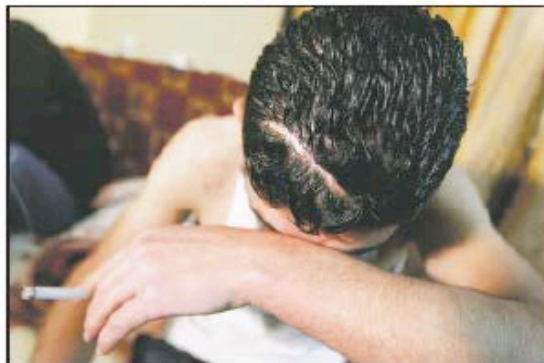
They do not carry weapons across the border, he said, because to do so would put them at risk of execution if they were captured. But they collect weapons from family and clan members in Syria, he said, and spend a few days or weeks there, attending protests in the town of Tal Kalakh and surrounding villages to provide some protection from the heavy presence of security forces.

All of the defected soldiers said they were from the town of Tal Kalakh. Deployed across the country, all fled to their home town when they defected. Thus far, they said, relatively few soldiers have joined the group, fearing the consequences.

Under orders from their superiors, the men said, the defectors have suspended offensive operations over the past two weeks, while a monitoring team from the Arab League is in Syria. They receive orders, via a commanding



Free Syrian Army soldiers take position in an undisclosed location in Syria. One defector in Lebanon said there are about 500 defected soldiers there, working with about 200 in Syria. He said the men take turns crossing the border on foot.



A Syrian opposition member is shown at a safe house in Lebanon. The Free Syrian Army and others have called for a safe zone that would aid defectors.

officer, from defected Col. Riad al-Asaad, who leads the group from southern Turkey.

The Arab League sent monitors to oversee the implementation of an agreement by the government to end the use of deadly force against protests, withdraw soldiers from cities and free political prisoners. On Thursday, however, Col. Malik Kurdli, an assistant to Asaad, said the defectors would escalate their operations because Syrian authorities were continuing their military operations.

The soldiers in north Lebanon expressed frustration with the work of the Arab League mission, pointing out that activists have reported hundreds of deaths in protests and clashes across the country despite the presence of the observers.

Secular divisions dominate the armed forces, they said. Because they are Sunnis, they said, their work had been watched closely by soldiers and informal militias, known as shabiha, from the

Alawite sect of the president's family. It was the Alawites who ensured that soldiers followed orders, the defectors said, which included firing live bullets at protesters.

'Fear of retribution'

Their accounts matched those in a recent report by New York-based Human Rights Watch, which includes more than 60 interviews with defectors. The report provides detailed evidence of high-level orders to fire on unarmed civilian protesters, said the group's Middle East director, Sarah Leah Whitson.

"What we hear from soldiers is fear, fear of retribution," she said, citing a Dec. 20 incident in Jabal al-Zawiya, in Idlib province, in which more than 100 soldiers were reportedly killed after attempting to defect.

"I hear — not just from soldiers, but also from diplomats — that we're not seeing defections because the Assad regime has made sure that their family members always remain in the country,"

Whitson said, and soldiers fear their families will be harmed if they desert their posts.

Unlike the uprising in Libya that swept Moammar Gaddafi from power, she added, in which large numbers of troops defected en masse and fled to the opposition stronghold of Benghazi, Syria has no such haven for defectors.

The Free Syrian Army and members of the Syrian opposition have called for the swift creation of a safe zone, patrolled by an international military force, along Syria's northern border with Turkey.

The men in north Lebanon said that if Syrian army soldiers had somewhere to go, many would defect. Although they are relatively safe in Lebanon, the defectors there fear being caught and deported by Lebanese security forces.

But massive defections remain a distant prospect, said Henri Barkey, a professor of international relations at Lehigh University in Pennsylvania, who said Turkish authorities think that Assad will fall but are unwilling to intervene directly.

"The Turks see [the Free Syrian Army] as a useful tool," Barkey said. "They assume that these guys are part of the ultimate picture that is going to emerge," which is why Turkish authorities allow the group's commander to remain in Turkey. "But they don't want to get involved too deeply, because it's too risky for them at the moment."

Meanwhile, the defectors in north Lebanon continue their missions. As some spoke animatedly, others excused themselves, saying they were heading across the border later that night. At least two had been killed in minefields in the past week, they said, offering names and military identification numbers as proof.

"But when we have funerals for the martyrs," said the second lieutenant, "we don't grieve, but we congratulate each other on the honor. This is what makes the soldiers so determined."

fordham@washpost.com

The New York Times - International Herald Tribune (USA)

Dozens dead as Damascus is rocked by a 2nd blast

BEIRUT

BY ANTHONY SHADID

A bomb tore through a densely populated neighborhood in Damascus on Friday, killing 25 people and wounding dozens in the second attack in the Syrian capital in two weeks, Syrian television and other state news media reported.

The reports said that the attack had been carried out by a suicide bomber at a busy intersection, and Syrian television broadcast images of a wrecked police bus, asphalt with blood and glass, and the shattered windshields of other vehicles. The broadcasts described the blast as "a powerful explosion" in Midan, a neighborhood that has been restive, and said that civilians and security-force personnel had been killed and wounded.

Syrian television put the number of wounded at 46.

The government of President Bashar al-Assad did not provide any evidence that a suicide bomber had been responsible for the explosion.

Though no one took responsibility for the carnage, the bombings Friday and in December seem to mark a potentially new chapter in the uprising against the Assad government. While many protests across the country remain peaceful, the uprising itself has become more violent in past months, with a growing armed insurgency. The bombings themselves recall another revolt in the late 1970s and 1980s that posed a sweeping challenge to the rule of Mr. Assad's father, Hafez al-Assad.

The sound of ambulance and police car sirens could be heard Friday as government forces poured into the Midan neighborhood, residents in Damascus said. In the chaotic aftermath of the attack, residents in nearby neighborhoods said that security forces and paramilitaries had gone on what some of them described as a rampage, shooting, beating and arresting people in the streets.

"I just saw a guy being smacked and hit on the head with sticks," said a 19-year-old student who gave her name as Amana and who was visiting a friend in the nearby neighborhood of Kafr Souseh at the time.

In an area nearby, a 57-year-old resident described a similar scene, as government paramilitaries known as shabeeha moved through the streets around noon.

"I don't know what's happening today," he said. "We heard about the explosion, but right now shabeeha and security are shooting and arresting young men randomly."

As he spoke by phone, he said he could see someone being arrested from his window.

"Oh, my merciful God!" he started shouting.

The attack came two weeks after another bombing in Damascus, which killed 44 people. In the prevailing climate in the capital, where suspicions of any party's intentions run rife, state news media blamed "terrorists," and a spokesman for an insurgent group suggested that the government carried out the attack to sully the opposition's image.

"We're expecting more of these bombings in the coming days," said Col. Ammar al-Wawi, a defector who works with an insurgent group called the Free Syrian Army and was reached by phone. "This regime is seeking to spread chaos in Syria."

The Syrian state news agency, SANA, said the attacks "had the fingerprints of Al Qaeda all over them" and cast them as another escalation in what the government has consistently described as an armed uprising by Islamists funded from abroad.

The attack came ahead of weekly protests that seem to have gathered increased momentum since the arrival of an observer mission from the Arab League in December. Many protesters have expressed anger that the mission did little to stem the bloodshed, and demonstrations were expected to call for the Arab League to shift responsibility for the monitoring of human rights violations to the United Nations.

The Local Coordination Committees, an opposition group that helps organize and document protests, said at least 19 people were killed in protests Friday.

Hwaida Saad and an employee of The New York Times in Beirut contributed reporting.

Damascus buries 26 it says killed in bombing, skeptics blame regime

Syrian journalist to 'Post': Bomb scene footage looks suspicious • Arab League asks Hamas to push Assad toward deal • Colonel joins defectors

• By OREN KESSLER

Syria held funerals Saturday for 26 people who the government said were killed by a suicide bomber a day earlier at a busy Damascus junction.

Analysts and opposition activists, however, accused the regime of staging the bombing – the second in the Syrian capital in as many weeks.

State television showed a cortege of ambulances bearing the flag-draped coffins of victims to a Damascus mosque after driving through streets lined with mourners. Crowds chanted “The people want Bashar Assad!” and “One, one, one, the Syrian people are one!”

Analysts said footage shown on state media immediately after the blast took place in the Maidan district looked suspicious.

“Blood is shown scattered in small uniform pools and greatly distanced, which is the exact opposite of all the usual terrorist explosion footage or scenes,” a Syrian journalist told *The Jerusalem Post* on condition of anonymity. “The same goes for the body parts and pieces... The body parts have no blood stains under them.”

The journalist, who now lives abroad, said regime-linked TV crews reached the area long before security forces, even though media outlets generally require dozens of security clearances before entering a bomb scene.

“The explosion took place around 11 a.m. right before Friday prayers, which means most streets were vacant, thus explaining the relative low casualty figure,” he said.

Arab League may call on UN to help in Syria, Page 3

Bodies shown in the footage are almost all lying on their backs or sides, and at one point the camera focuses on a severed head neatly placed on the ground and almost entirely clean of blood.

Michael Weiss, a Syria specialist at the Henry Jackson Society in London, said the Syrian government had a rich history of manipulating international opinion.

See BOMBING, Page 10

League seeks Hamas intervention

AL ARABI ASKS MESHA'AL TO CONVINCe AL ASSAD REGIME TO HALT SYRIA CRACKDOWN

Cairo (Reuters) The Arab League chief yesterday asked the Damascus-based leader of the Palestinian group Hamas to ask Syria to work to halt violence, saying there was more to do under a peace agreement aimed at ending a crackdown on anti-government protesters.

Arab League Secretary General Nabeel Al Arabi was speaking alongside Hamas leader Khalid Mesha'al after a meeting in Cairo. "I gave him a message for the Syrian authorities that it is necessary to work with integrity, transparency and credibility to halt the violence that is happening in Syria," Al Arabi said.

Al Arabi said there was still work to be done according to the agreement between the League and Syria to scale back its military presence in cities and free thousands of prisoners detained since the uprising began last March. "The observers are striving to realise this situation: to realise a halt to the violence; to realise the release of the detained, to realise

the withdrawal of the [military] vehicles. Therefore there is work," he said. He also said the Arab monitors were in Syria now "to undertake a mission that is bigger than that which was asked of them", but without giving further details.

'Huge effort'
Al Arabi said Mesha'al had played a role in convincing the Syrian government to sign the Arab League protocol. "Since the start of the crisis, we in Hamas and myself personally, have made a huge effort to solve the crisis through a political solution, and we have kept up these efforts," Mesha'al said.

Damascus is the main Hamas headquarters outside of the Gaza Strip, which it has governed since seizing control there in 2007. Together with Iran, Syria has been one of Hamas' main regional allies. However, the uprising against President Bashar Al Assad's rule has strained ties between the two. Angering Syria, Hamas



Rising death toll
An Arab League observer (orange jacket) looks at the bodies of victims killed in the explosion in the Midan neighbourhood of Damascus yesterday.

government forces began to shoot at the crowd, the broadcaster added.

Troops injured at least three protesters yesterday when they fired at hundreds of demonstrators who had gathered at a mosque in a Damascus district where a major security headquarters is located, a witness said.

The witness, who lives in the area, told Reuters by phone that Shabiha and secret police agents hit the protesters with automatic rifle fire after they defied the heavy security presence and refused to leave the mosque.

"I saw three people on the ground and I do not know if they are dead or alive," said the witness, an engineer who did not want to be further identified.

GULFNEWS.COM

ON THE WEB

For more news and pictures on the unrest in the region, log on to www.gulfnews.com/in-focus/mideastunrest

has refused to hold rallies in Palestinian refugee camps in support of the Assad government. However, the group still officially maintains its headquarters in the Syrian capital. Meanwhile, a team of Arab observers had to leave an area of the Damascus suburbs after random shooting by Syrian security forces, Al Arabiya television reported yesterday.

League: Syria violating deal

ARAB BLOC SAYS MISSION HAS BEEN ALTERED AS DAMASCUS VOWS TO RESPOND TO THREATS

Gulf News Report

Dubai The Syrian government has not carried out any of the terms of an Arab League accord, the Qatari prime minister has said, pledging that the League will not tolerate the "unacceptable" continuation of violence.

"The events taking place in Syria are painful and unacceptable," Shaikh Hamad Bin Jassem Bin Jaber Al Thani, whose nation currently chairs the Arab League, told Al Jazeera television in an interview.

Meanwhile, thousands of regime backers massed at a mosque in the Syrian capital for funeral prayers for policemen killed in a Damascus bombing, as the government vowed to respond with an "iron fist" to security threats.

Coffins bearing 11 policemen, covered with Syrian flags, were brought into the Al Hassan mosque for the prayers a day after the explosion ripped through a Damascus intersection.

The mourners outside the mosque chanted, "Freedom became terrorism. We are not scared of America, the mother of terrorism."

Others chanted, "the people want state of emergency," referring to the decades-old emergency laws that the regime lifted in April as part of reforms.

OBSERVERS RECALL NOT ON AGENDA

An Arab League committee on Syria, which is to meet today in Cairo, will not discuss the possibility of recalling peace observers from the country, said the organisation's assistant chief Adnan Eisa.

"No Arab country has talked about the necessity of withdrawing the observers," he told reporters in Cairo.

Eisa said 153 Arab observers were already in Syria and would be joined by 10 more Jordanians.

The Arab states want the observers to continue their mission, and that it be reinforced," he said. The Cairo-based Arab League will meet to discuss the findings of its monitors, who arrived in Syria December 26.

— Staff Report

"We will hit back with an iron fist at anyone who tries to tamper with the security of the country or its citizens," said Interior Minister Ebrahim Al Shaar on state television.

Dahida Abdul Rahman, 50-year-old housewife at the prayers, said the Arab observers should be thrown out of the country. "Since they came, terrorist attacks started," she said.

The League mission is

aimed at ensuring that President Bashar Al Assad follows through on his pledge to withdraw security forces from cities, release political prisoners and allow anti-government demonstrations.

Forces kill 10

"None of these things have been done, and not all observers were allowed in Syria, as there are many observers who were not allowed in by the Syrian government," Shaikh Hamad said.

"The observers' mission has been altered to delivering food and searching for missing persons, which is not supposed to be their mission," he said.

"If the killing does not stop immediately, I think having observers or not having them would be the same, and this even makes us part of what's taking place in Syria, and we don't want to be part of that," he said.

When Damascus was hit by the suicide bomb it left 26 people dead and 63 others wounded, according to the official news agency Sana.

Syrian security forces killed 10 people yesterday, Al Arabiya television reported. Also yesterday state news agency Sana said, a "terrorist group" blew up a pipeline transporting diesel in central Syria.

See also Page 12

The Khaleej Times (EAU / UAE)

Blast triggers blame game

Syria says 26 killed in suicide bombing; Oppn holds Assad regime responsible

DAMASCUS — A suicide bombing hit Syria's capital on Friday, killing 26 and wounding dozens of mostly civilians, state media said, blaming "terrorists" for the second such attack on the city in two weeks.

The bomber blew himself up at 10.55am in the historic Midan quarter in a crowded area near a school, Interior Minister Lieutenant General Mohammad Al Shaar was quoted as saying by the Sana news agency.

Authorities have found 11 dead bodies and parts of 15 others, the interior minister said, adding that 63 others were wounded by the blast. The Muslim Brotherhood, which accused President Bashar Al Assad's regime of orchestrating the December 23 twin suicide attacks in Damascus that killed 44, levelled a similar charge over Friday's bombing. "We hold the regime, its agents and its gangs, fully responsible for this crime," the Brotherhood said in a statement received in Nicosia.

Syrian state media have circulated gruesome images of rescuers gathering body parts and placing them in plastic bags, in an area where damaged cars and buses were splattered with blood. Angry residents shouted and denounced the bombing as the work of "terrorists".

The December 23 bombings sparked claims and counter-claims over the perpetrator, with the authorities blaming Al Qaeda and the opposition accusing the regime.

Friday saw similar counter-accusations, with the ruling Baath party calling the attacks "a terrorist act that is a part of the plot hatched against Syria", in a statement published on public television.

The plot, the statement said, "coincides with the statements made by opposition groups and by



Investigators inspect a damaged car at the scene of the bomb blast in the Midan neighbourhood of Damascus on Friday. — AP

French and American officials". But the Brotherhood swiftly called for an international and Arab probe, claiming the attack benefited the regime.

"The killings in Syria will continue and the Syrian regime will keep hiding behind Al Qaeda and the terrorists... unless someone confronts the regime and takes it to

account for its crimes," said the Brotherhood. "They are the only ones who have the tools and are capable of doing it," it said.

Lebanon's militant group Hezbollah accused the "terrorist" United States of being behind the bombing.

The attack came as activists called for an Arab League observer mission to admit its failure to

stem nearly 10 months of bloodshed and hand over to the United Nations.

Eight people were shot dead on Friday, including four in the central city of Hama and three in Damascus province, the Syrian Observatory for Human Rights said in Nicosia. In Homs, a 36-year-old was killed by a bullet while sitting on his

balcony, the Observatory added. Protests were also reported in Syria's second city Aleppo and third city Homs, the port city of Latakia, and Douma on Damascus's northern outskirts.

The Arab League is to meet on Sunday in Cairo to discuss the observer mission, whose credibility continues to be questioned. — AFP

Twists and turns in Syria

Socio-political undercurrents are posing new challenges for the regime in Damascus. The devastating bomb blast that killed more than 26 civilians in the capital has come at a time when the government and the international observers were engaged in an uneasy format to do away with the soaring unrest in Syria. The attack, which according to reports is a suicide act, is likely to add a new dimension to the murky picture and further plunge the strategic Arab country into chaos and uncertainty.

The blame game that has ensued in the wake of blast is quite irritating. Rather than pointing finger at the opposition and extra-territorial forces for the unrest, President Bashar Al Assad can do well by taking stock of ground realities and coming to admit in all humility that there is something seriously wrong with his prescription for the strife-torn country.

The monitoring phase that is underway in Syria on behalf of the Arab League doesn't seem to have full access on the part of government, as there are many ifs and buts to this day. The reforms package is yet to be implemented and there doesn't seem to be much of a change in bringing the dissident sections of the society on board. The opposition's thrust has been to play to the gallery and not one intended at truly making a difference felt. That is why there has been no headway in the dialogue that was supposed to have taken place as per the deliberations of the opposition in exile. This is an aspect that is in need of reworking as nothing less than a contact on surface between the regime and the agitators on the streets could possibly change for good. The moment the synergies in Syria are channelised, a true solution could be found for good.

**Syria shouldn't
be allowed to slip
into anarchy**

The National (EAU / UAE)

UN chief to visit Emirates this month

On regional tour to track peace process and other issues

The National Staff

DUBAI// Ban Ki-moon, the UN secretary general, is to visit the UAE this month as part of a regional tour to discuss the Israeli-Palestinian peace process and other Middle East issues.

Mr Ban said he was “gravely concerned about the deteriorating situation in Syria, where thousands have lost their lives since March last and people continue to be killed each day”.

The tour is also to include a three-day visit to Lebanon this week during which Mr Ban will meet the Lebanese president, Michel Suleiman, the prime minister, Najib Mikati, and commanders of Unifil, a UN peacekeeping force.

Also on Mr Ban’s agenda is a meeting tomorrow in Amman between Israeli and Palestinian peace negotiators, their second round of face-to-face talks in the stalled peace process. “I’m very much encouraged by this meeting,” he said.

Mr Ban might later visit the Israeli-occupied West Bank. The Pales-

tinian UN observer Riyad Mansour said there was an “agreement in principle” that the UN chief would visit Ramallah, where the Palestinian Authority is based, at the end of January.

A UN official said Syria will also be among topics of discussion during Mr Ban’s visit to Lebanon and the Emirates.

Mr Ban and Qatar’s prime minister, Sheikh Hamad Al Thani, have previously discussed the Arab League request for UN help with its observer mission in Syria. Sheikh Hamad acknowledged that league monitors had made mistakes.

The UN says 5,000 people have been killed in a 10-month crackdown by government forces.

Syrian activists say the Arab League monitors did not have enough access and were escorted by Syrian authorities, who manipulated them and hid prisoners in military facilities.

The UN Security Council plans to discuss an Arab League progress report on its monitoring mission in Syria on Tuesday.

European and US officials have urged the council to take up the issue of Syria again.

✉ newsdesk@thenational.ae

@ For more on UNITED NATIONS, visit thenational.ae/topics

The Saudi Gazette (Arabie saoudite / Saudi Arabia)

Arabs may call for UN help in Syria

- Qatar: Mission cannot stay to 'waste time'
- Thousands hold prayers for bombing dead

CAIRO — Arab foreign ministers meet Sunday to discuss whether to ask the United Nations to help their mission in Syria which has failed to end a 10-month crackdown on anti-government protests in which thousands have died.

The proposal by Qatar is to invite UN technicians and human rights experts to help Arab monitors assess whether Syria is honoring a pledge to stop its crackdown, sources at the Arab League said. A source said it might request that UN staff helping the mission be Arabs.

The foreign ministers, who will consider an initial report by the monitors, will also discuss measures to allow the mission to operate more independently of the Syrian authorities, media sources at the League said.

The violence has continued since the monitors began working in Syria on Dec. 26, with scores of people reported killed.

Qatari Prime Minister Sheikh Hamad Bin Jassim Al-Thani said Syria was not implementing the deal and monitors could not stay in Syria to "waste time". The Syrian army had not withdrawn from cities and there had been no end to the killing, he said.

Sources at the Arab League said ministers were likely to reaffirm support for the monitors, resisting calls to end what Syrian pro-democracy campaigners say is a toothless mission that merely buys more time for President Bashar Al-Assad to suppress his opponents.

Syria said it was providing the monitors with all the facilities they needed. "What we are looking for is objectivity and professionalism," Foreign Ministry spokesman Jihad Makdissi said last week.

No one should "rush to verdicts" on the mission's achievements, said the head of the monitoring operations room at the League's headquarters in Cairo, Adnan Al-Khudeir. He said the commission overseeing the monitors had the League's full support.

The United Nations says more than 5,000 people have been killed in the uprising against Assad. The Free Syrian Army, an armed opposition force composed mainly of army deserters, has joined the revolt. The Syrian government says "terrorists" have killed 2,000 members of the security forces during the uprising.

Meanwhile, thousands of regime backers massed at a mosque in Damascus for funeral prayers for policemen killed in a bombing, as the government vowed to respond with an "iron fist" to security threats.

Coffins bearing 11 policemen, covered with Syrian flags, were brought into the Al-Hassan Mosque for the prayers, a day after the explosion ripped through a Damascus intersection, killing 26 people and wounding 63. Officials said the attack was a suicide bombing, the second in two weeks to hit the normally quiet Syrian capital. — Agencies

FRUSTRATED SYRIA HOPES TO RESTORE RELATIONS WITH TURKEY

ABDULLAH BOZKURT/DAMASCUS

A number of senior Syrian officials have expressed their dismay and disappointment with neighboring Turkey's tough Syrian policy over the Bashar al-Assad regime's 10-month violent crackdown on civilian protesters while also very much hoping to restore once-close ties between the two countries.

In a series of meetings held in Damascus on Thursday with the visiting chairman of Turkey's Islamist-based Felicity Party (FP), Mustafa Kamalak, high-ranking Syrian officials expressed their desire to get strained ties with Turkey back to normal, saying the Assad regime is ready to work with the Turkish government to implement sweeping reforms.

Syrian Vice President Najih al-Attar told Kamalak that she hopes to restore cordial ties with neighboring Turkey. "It was kind of a surprise for us to see the Turkish government reverse its friendly position on Syria," she said, adding that her hope is that their strong, historical relations will bring the two countries back together again. She said, "We in Syria believe the truth will prevail, and relations between Syria and Turkey will return to normal in the areas of politics, economics and commerce."

Attar did not, however, hide her anger over Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's remarks on Assad. "Bashar al-Assad should see what has recently happened to those [leaders] who waged war on their own people [in other countries]," Erdogan said in November, satcheting up his criticism of the Syrian leader with a not-so-subtle reference to the ousting of Libyan strongman Muammar Gaddafi, whose ironfisted leadership Turkish officials frequently described as parallel to that of the Syrian administration. "Through brutality you cannot prosper; through the blood of the innocent, you cannot conduct your politics," Erdogan warned the Syrian leader. The Syrian vice president argued that those who demand reforms are not sincere in their efforts. "They rather want to prevent reform," she said, stressing that Western powers do not want stability and peace in the Middle East. "The US wants us to cut off our support to Hamas and Lebanon. If we do this, we would be a good country for Americans. Since we reject US demands, they put pressure on Syria," she explained.

According to the UN's estimate, the unrest in Syria, which started in mid-March amid the revolts that swept the Arab world, has left more than 5,000 protesters and military defectors dead. The Syrian government disputes these numbers, saying many civilians and security personnel were killed by what it has termed insurgents and terrorists.

In a meeting with Kamalak, Syrian Foreign Minister Walid al-Moallem blasted the ruling Justice and Development Party (AK Party) in Turkey for what he described as negative role



A group of pro-Assad students carry placards to express their support for the military intervention to stop protests aimed at toppling the Assad regime.

in destabilizing Syria. "The existing government in Turkey is not serving stability in Syria," he said, accusing the AK Party government of acting side-by-side with the US and France. Moallem claimed that Turkey has been forcing countries that have sided with Damascus to take a position against Syria. "What is interesting is that these countries Turkey has been lobbying against Syria are telling us all about these efforts," he said. Turkey, Syria's largest trading partner, joined the Arab League and Western powers in imposing economic sanctions against Syria in November to put more pressure on the Syrian administration. Measures include blocking the delivery of all weapons and military equipment to Damascus, suspending the High Level Strategic Cooperation Council agreement with Syria, imposing a travel ban on senior Syrian officials, freezing the assets of certain individuals, suspending all ties to the Syrian Central Bank and Syrian Trade Bank, freezing any Syrian government assets in Turkey and suspending any loan deals.

The Syrian foreign minister differentiated between the Turkish public and the AK Party govern-

ment, however. "We revere the Turkish nation. We hope that our relations with the Turkish people will be rebuilt again in short time," Moallem added.

During a meeting with Kamalak, Minister of Information Adnan Mahmoud urged the Turkish government to revisit its policies with respect to Syria. "These are arms coming from Turkey. Armed opposition groups are present on Turkish soil. We ask what had happened to [Turkish Foreign Minister Ahmet] Davutoglu's zero-problems-with-neighbors foreign policy," he said. Mahmoud expressed his hope that the SP's efforts at dialogue may help put relations between the two countries back to where they should be.

He also underlined that the reform process is going on in Syria with the establishment of 11 new parties. "We will hold parliamentary elections in February," he said. The Syrian minister claimed that photos and video footage supposedly portraying a brutal crackdown by Syrian security forces have nothing to do with Syria. "Al Jazeera broadcasted some events before they actually happened. It was telling the audience that there was a tragedy taking place in Homs while there was in fact nothing happening there," he noted. Ahmad Badreddin

Hassoun, the Grand Mufti of Syria and a loyal supporter of the Assad regime, told Kamalak that there is conspiracy against the Syrian people because of their high level awareness of what has been taking place in the Middle East. He blamed the West for trying to exploit the region's natural resources and attributed the foreign pressures on Syria to that. He also warned that religion should not be politicized. "It would be a catastrophe if we allow politics to gain a religious element," he said, in an apparent reference to a looming Sunni-Shiite division in Syria. Like other senior Syrian government officials, Mufti Hassoun also made references to the deep Syrian-Turkish ties of friendship.

Hassoun claimed that he was approached by some foreign powers, asking him to make a declaration that Assad is a repressive tyrant. "I was offered billions of dollars, sanctuary and citizenship in a foreign country. I refused. Then my 22-year-old son Sariya was assassinated on Oct. 21 in an ambush on the road between Idlib and Aleppo," he said. He warned that when Syria falls, the time will come for Turkey. "The real target is the Muslim ummah [world]," he argued.

PHOTO: TODAY'S ZAMAN, ABDULLAH BOZKURT

Today's Zaman (Turquie / Turkey)

DAVUTOĞLU SAYS SHIITE CRESCENT COULD PROVE TO BE AN OPPORTUNITY

ABDÜLHAMİT BİLİCİ, TEHRAN

The rise of a "Shiite Crescent" was interpreted as a threat years ago, but now it could turn into an opportunity if Turkey and Iran enhance their dialogue, Foreign Minister Ahmet Davutoğlu told reporters on his flight back on Thursday from Tehran, where he discussed with Iranian officials ways to stop sectarian conflict in the volatile region.

Recalling that the 10th century was the era of the "Shiite Crescent," a notion that suggests the rise of Shiite dominance in Leba-

non, Syria, Iraq and Iran resembled the form of a crescent on the world map, Davutoğlu suggested on Thursday that the current trend in the region once again points toward a rise in politics along sectarian lines, but if Iran and Turkey increase their dialogue, the rise could become an opportunity to avert sectarian conflicts in the region.

"If relations between Turkey and Iran were at the level they were 10 years ago, a sectarian clash would have already erupted in the region," Davutoğlu told a group of reporters aboard his plane back to Ankara. **CONTINUED ON PAGE 15**

Shiite Crescent could prove an opportunity, Davutoğlu says

CONTINUED FROM PAGE 1

Davutoğlu's comments came following developments in neighboring Syria and Iraq, which seem to be descending into civilian strife along sectarian lines, a development Turkey and Iran both say they are very concerned about. Recent days witnessed bomb attacks in Iraq, which seems to be torn between three main blocs, of Shiites, Sunnis and Kurds, all of whom vie for more authority in Iraqi politics.

Davutoğlu also met in Tehran with influential Shiite politician Muqtada al-Sadr to discuss developments in Iraq, which signal that a political conflict between Sunni and Shiite blocs has the potential of turning into armed chaos. Sadr has suggested in recent weeks that Iraq could opt for early elections to prevent a sectarian crisis from escalating. "Turkey is not only in touch with Sunnis and Kurds in Iraq, but also with Shiites," Davutoğlu said, explaining that Turkey is in contact with all parties in the Iraqi controversy. "What Sadr pointed out in our talks was the need for the establishment of an admin-

istration that would represent all blocs in Iraq and prevention of a divide along sectarian and ethnic lines, which has just emerged out of a dictatorship," Davutoğlu said in order to stress that Sadr's opinion was similar to Turkey's view with regard to the current developments. Diplomatic sources from Ankara also affirmed on Friday that Sadr's opinion on Iraqi solidarity was "not too far" from that of Turkey's, since both seek a solution in Iraq that would preserve its territorial unity and establish peace among all blocs.

Iraq was challenged by sectarianism in its parliament a day after US troops pulled out of its territory, when Shiite Prime Minister Nouri al-Maliki issued an arrest warrant for his vice president and rival, top Sunni politician Tariq al-Hashemi, and asked for the resignation of his Sunni deputy. Fleeing Baghdad, Hashemi suggested the country was on the brink of a sectarian divide, with Maliki trying to consolidate power in the hands of the Shiite sect and sideline the Sunni bloc.

Ara Başlık: Iran agrees to resume nuclear talks with UN

Commenting on a message Turkey conveyed to Iran to sort out the nuclear issue with the UN, Davutoğlu said, "Iran agrees that the negotiations on their nuclear program should be resumed," according to an Anatolia news agency report on Friday.

During his two-day visit to Tehran, Davutoğlu delivered a note from the EU's foreign policy chief, Catherine Ashton, to invite Iran to resume talks with the delegation she heads, which consists of five permanent members of the UN Security Council plus Germany.

"As far as negotiations over Iran's peaceful nuclear energy program, we hope that we will gain positive results, and as to the unfavorable conditions that have emerged, we hope they will go away. We hope that Iran will be able to have good ties in the international arena," Reuters quoted Davutoğlu as saying at a news conference with his Iranian counterpart Ali Akbar Salehi on Thursday. Salehi also confirmed that Iran was willing to resume talks, and he suggested that Turkey would be "the best place."

The last round of talks was also held in Turkey in January, and since that time, progress has been made only through the exchange of letters.

Boc: Turkey would have done what's necessary if Israeli UAVs had trespassed

Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoğlu has dismissed media allegations that unmanned aerial vehicles (UAV) from Israel violated Turkish airspace to spy on the Turkish province of Hatay, saying that "Turkey would have done what is necessary" if such an incident had occurred.

"Turkish airspace was not violated, and no plane or UAVs entered our airspace," Davutoğlu said from aboard his plane to Ankara late on Thursday, as he rejected claims that Israel conducted spy flights over Hatay province, on the border with Syria. Davutoğlu further noted that Turkey would not hesitate to do what is necessary if there had been such a violation.

An Israeli Heron UAV was observed spying above the 14th Hawk B. Brigade Command in Hatay's Kirikhan district for four hours, the Taraf daily claimed on Tuesday.

DEMOCRACY VERSUS PLURALISM: SPRING FOR THE ARABS, FLIGHT OF THE CHRISTIANS

RECEP KORUKU*

These days, Arab countries stretching from the Persian Gulf to Libya are a stage for uprisings of oppressed peoples against their dictators, for reckoning with legacies from the past and for both elections and regime changes. After the overthrowing of state leaders that had ruled for years in places such as Tunisia, Egypt and Libya, now Syria and Yemen have appeared on the horizon. Along with the arrival of the Arab Spring, the era of single-man dictatorships in the region is being buried.

Through the Arab Spring, has been greeted by many from the very beginning with great joy and optimism. It brings along with it much fear and worry over possible chaos and division in the region, no matter how much work is going into making the various revolutionary processes and settings. One such worry concerning the whole Arab Spring is the possible flight of Christians from North Africa and the Middle East.

Arab Christians are an ancient community which played an exceedingly important role in the renaissance of the Arab language in the 10th century. These days, such Christians number more than 20 million, with strong and steady ties not only in the Middle East but also North Africa, thanks to their long stays in those nations and their good relations with others around them. In fact, they represent Christians in the region have for defending the Middle East has turned them into a sort of glue for the area.

For instance, taking just one look at the situation opened by Christian Arabs on the whole Palestinian matter is sufficient to understand the situation. Just as Christians have played an influential and leading role in Arab politics and culture, they have also shown in not being a part of close over leadership in the region. They have made direct contributions to some of the uprisings against various Arab dictators, often helping and helping to lead those uprisings. The image of Muslims and Christians praying side by side in Cairo's Tahrir Square are not old ones. One could say that, in fact, Christians have acted as catalysts in the support lent by the West to the Arab Spring.

Arab Christians are, however, on the verge of being sacrificed to the violence and lack of authority that have arisen as a result of recent events in the region. And it is quite saddening to witness this same spring, greeted with such joy by Christians, be transformed into a season of flight and migration from the region as this group falls victim to violence around them.

Directly attacked in Egypt are on the one hand, in Syria, Christian communities such as the Maronites, depicted as taking the side of the Assad regime, have become true targets. At the same time, attempts to sow the seeds of enmity between Islam and Christianity through provocative attacks, portrayed as being different from attacks on mosques and churches, are also increasing.

There is of course no doubt on the part of most Muslims in the Middle East and North Africa to see non-Muslims living in those regions as a threat. Indeed, the efforts of radical movements in the region are trying to persuade Muslims to bring a war of religion against them. These are marginal groups which aim to bring national and religious sentiments in order to take control in their own hands.

Furthermore, within the vacuum in authority resulting from the Arab Spring they have set out to cleanse Christians from places such as Syria and Egypt, as though this is part of their religious duty. Their goal is to prevent local Christians from living like other citizens and to force them to flee the region as a result of attacks. At the same time, they are trying to gather social support for the mass migration of Christians from the region, depicting Christians as "enemy from within" in the guise of a sort of Trojan horse. In fact, one could even assert that these efforts have been, though only partially, quite successful.

Bells toll for Christians in Syria

What is the reason for the threats and attacks that are forcing Christians to flee from the region? While the answer to this question is different in every country throughout the region and while one can not necessarily assert that one of the factors behind violent movements, one cannot say that the root of the problem is Islamism.

Just as Islamism is not a new phenomenon in other communities of the Middle East or North Africa, these regions themselves do not possess societal or historical backgrounds that make them appropriate settings for one religion to target another.

In fact the Middle East itself has thousands of years of history be-



Egyptian protesters display a giant flag representing all Arabic countries during a "Unity Rally" in Tahrir Square on May 13, 2011, following clashes between Muslims and Christians that left 15 people dead.

Arab Christians are on the verge of being sacrificed to the violence and lack of authority that have arisen as a result of recent events in the region. And it is quite saddening to witness this same spring, greeted with such joy by Christians, be transformed into a season of flight and migration from the region as this group falls victim to violence around them

hind it during which different religions lived together in peace. Also, it must be pointed out that it is very difficult to actually say that any perceived threat against Christians in these societies is widespread. Last Simon's finding about how people's ideas of the societies they inhabit do not always match social reality is particularly in this instance.

In any case, to return to the message at hand, we are now witnessing attempts in Egypt to spread anti-Christian sentiment as a class over leadership candidates. In Syria, what we are seeing is different, as attacks against Christians are rooted in the perception that they have taken the side of the Assad regime. It would be impossible to reach an historic without mentioning the images reflected in the press of last month's meeting between the Maronite Patriarch Bechara al-Rahi and

French President Nicolas Sarkozy. While some say the reason al-Rahi visited Sarkozy was to push for Syria to be left to carry out reforms on its own, the perception of this meeting in Syria was that al-Rahi and his community do not support the downfall of the Syrian regime. Some also assert that Sarkozy, at this same meeting with al-Rahi, proposed that Christians living in the eastern Mediterranean and Middle East region in general flee in European soil. These assertions aim to force Christians to leave the region by turning them into targets of attacks by local people influenced by radical movements.

It is known that the flight of Christians from North Africa and the Middle East is a phenomenon wanted not only by violent radical movements, but also by various EU countries and even the US and Israel. This support for such a flight was seen clearly in the debate over the division of Sudan. The efforts of the Arab in a mass flight of Christians from the region is particularly interesting. A departure of Christians would mean that local and party regional conflicts as being between Jewish-Muslims and the gap for the support of the Christian West more easily. If one observes the attempts by the Israeli lobby to create negative images of Muslims in the eyes of the Christians, one sees that politics aim at supporting these flights of Christians from the region as in fact being supported.

The well-known thesis on the clash of civilizations is yet another lens through which the problems leading the way to a mass exodus of Christians from the Middle East must be examined. Every passing day sees stranger and stranger laws dividing the ethnic and religious communities of North Africa and the Middle East. Points at which various religions and ethnicities used to overlap are being replaced by points of division

these days. It does not matter what perspective one looks at this all from. There is nothing which argues well in the flight of Christians from North Africa and the Middle East.

There is nothing to support the ridiculous assertions by some that the work of new regimes in more homogeneous societies will somehow be more. There can be no question that the Arab Spring does correspond with a tremendous change throughout North Africa and the Middle East but at the same time, the perception that democracy is being sacrificed to jihadists is being spread by the Christian Right. One could in fact assert the following: Witnessing the future and fate of Christians in North Africa and the Middle East directly concern not only the history and culture of those regions but also projects aimed at reshaping those areas in the new era.

In short, what is about to be lost in North Africa and the Middle East is the very sense of peace that has been gained so locally for so many years in these places. It is very painful to witness the departure from these lands of Christians, who had up until the present lived in peace in the Muslim world and without feeling that there was a new space that they must create new lives for than school sections.

As the Arab Spring sees the end of regimes that completely discounted the will of their peoples, there also needs to be more of an understanding of how important the cultural variety of those lands is to everyone, as well as the importance and meaning of Christians to those lands. Cultural and religious diversity must not be allowed to become a reason for division and conflict, but must not be used as a phenomenon which helps push toward the rise of autocracies in the region. The partitioning of a pluralistic environment must not be allowed to take place.

*Recep Koruk is an expert on migration, r.koruk@gmail.com